PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N°32 Mars 2018 | Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr

LA WILAYA VI HISTORIQUE

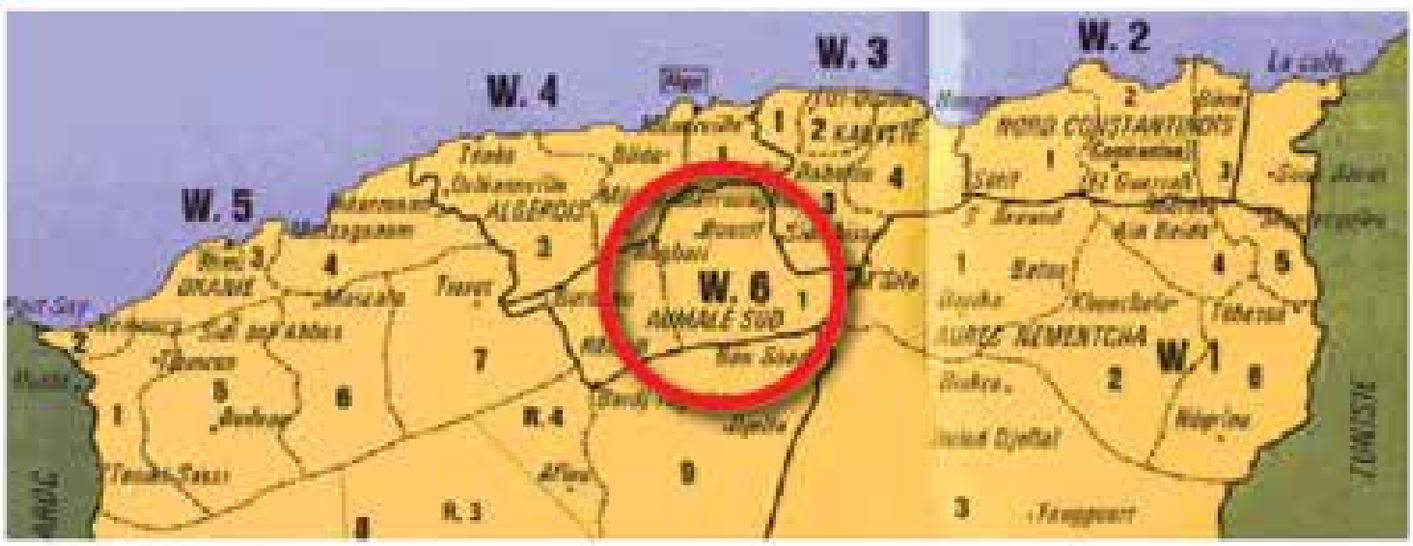
ALI MELLAH

SI EL-HOUES

TAYEB DJOUGHLALI

COLONEL CHAABANI

LA FIN TRAGIQUE DE SES CHEFS



Lettre de l'Editeur

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

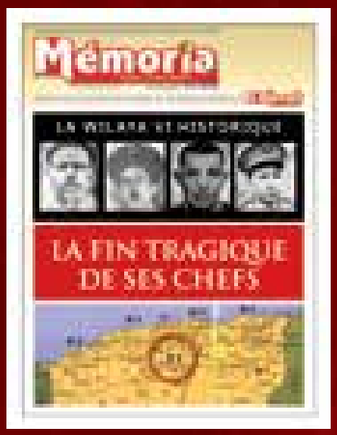
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz



Supplément
N°62 Mars. 2018

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrices
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA
Ghazi NACEF

Rédaction
Adel FATHI
Aissa KASMI
Boualem TOUARIGT
Boudjemaâ HAICHOUR
Hassina AMROUNI
Mahmoud Tewfik SKENDER
Zoubir Khélaifia

Direction Artistique
Halim **BOUZID**
Salim **KASMI**

Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (23) 304 652
Fax : + 213 (23) 304 653
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

SUR FACEBOOK
Mémoria

El-Djazair.com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

LA WILAYA VI HISTORIQUE

COLONEL ALI MELLAH A GAUCHE

LA WILAYA VI HISTORIQUE

P.7 Histoire
LA WILAYA VI ET LA FIN TRAGIQUE DE SES CHEFS

P.11 Histoire
L'AVENTURE DU COLONEL ALI MELLAH

P.15 Histoire
LA MORT PRÉCOCE DE SI EL-HOUES

P.19 Histoire
QUI A TUÉ LE COLONEL TAYEB DJOUGHLALI ?

P.23 Histoire
TÉMOIGNAGES FORTS SUR LE COLONEL CHABANI

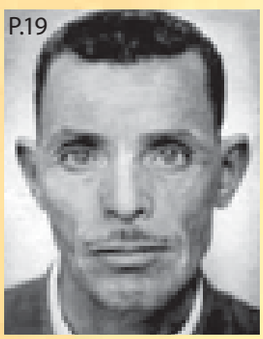
GUERRE DE LIBÉRATION

P.27 Histoire
Le chahid,commandant de l'ALN,Mahmoud Bachène
UN OFFICIER AU COURAGE INCOMPARABLE

P.35 Histoire
Le moudjahid Miraoui Mohamed dit Abdellah Chafaï
L'ÉMOUVANT RÉCIT D'UN COMBATTANT

P.41 Histoire
Hommage au défunt Moudjahed Zahir Ihaddaden
LE MILITANT INTELLECTUEL, UN EXEMPLE POUR LES GÉNÉRATIONS D'AUJOURD'HUI

COLENEL SI EL HOUES



COLONEL DJOUGHLALI

COLONEL CHABANI

P.27

COMMANDANT MAHMOUD BACHÈNE

P.35

MOUDJAHID MOHAMED MIRAOUI

P.41

MOUDJAHID ZAHIR IHADDADEN

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie

Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazair.com

Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

P.51

HISTOIRE DU DRAPEAU ALGÉRIEN

P.47

IGUERSAFÈNE, LE VILLAGE DES 99 MARTYRS

P.47 Histoire
IGUERSAFÈNE, LE VILLAGE DES 99 MARTYRS

P.51 Histoire
QUAND LE DRAPEAU ALGÉRIEN EST EXHIBÉ À PARIS

P.55 Histoire
Fernand Doukhan
MILITANT ANTICOLONIALISTE, RESCAPÉ DU CAMP LODI

P.61 Histoire
Festival international du cinéma d'Alger
HOMMAGE À JEAN-JACQUES DE FÉLICE AVOCAT DU FLN

P.65 Histoire
58e Anniversaire des essais nucléaires coloniaux
L'HISTOIRE DE LA TRAGÉDIE NUCLÉAIRE COLONIALE

P.55

FERNAND DOUKHAN

P.65

ESSAIS NUCLEAIRES FRANÇAIS

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.69 AIN SEFRA OU LA PORTE DU DESERT

El-Djazaïr .com

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

LE MAGAZINE PROMOTIONNEL DE L'ALGÉRIE

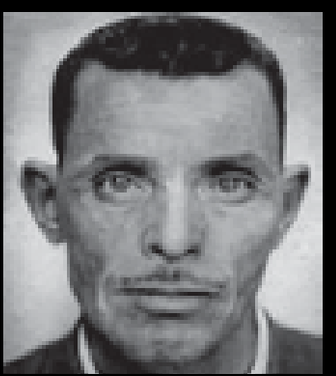
PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

www.eldjazaircom.dz ■ www.memoria.dz

LA WILAYA VI HISTORIQUE

ALI MELLAH

SI EL-HOUES



TAYEB DJOUGHLALI

COLONEL CHAÂBANI

LA FIN TRAGIQUE DE SES CHEFS

Par Adel Fathi

Guerre de libération

Histoire

Peu connue, car moins médiatisée qu'ailleurs, la lutte armée pour la libération de l'Algérie dans les régions du sud du pays a joué des rôles parfois décisifs dans l'histoire de la Révolution du 1er novembre 1954. Redoutée à la fois pour ses conditions climatiques hostiles et les difficultés de communication et d'organisation qui le caractérisent, le Sud algérien a de tout temps été un casse-tête pour les dirigeants qui n'ont, malgré tout, jamais cédé à la tentation de l'abandonner.

Ali Mellah

Amar Ouamrane

Si El-Houes

Signe d'instabilité chronique de la Wilaya VI, tous ses chefs successifs ont connu un sort tragique. A commencer par le colonel Ali Mellah, premier chef à avoir dirigé cette région. Désigné au congrès de la Soummam du 20 août en 1956, à la tête de la Wilaya VI qui venait d'être créée, ce vieux compagnon d'Amar Ouamrane, originaire de Kabylie, fut chargé de la double et périlleuse tâche d'y implanter les structures de l'ALN et de pourchasser les groupes messalistes qui avaient infesté de vastes contres de la région du Sud. Il a même engagé tout un travail de coordination avec les wilayas limitrophes. Mais, à moins d'une année de son arrivée, il fut trahi, selon la version la plus répandue, par un de ses hommes, un certain Amor dit *« Erroudji »*.

Après la mort d'Ali Mellah, la région du Sud replonge dans le désordre, puis bientôt dans l'inertie. Mais la désignation à sa place d'Ahmed Ben Abderrazk Hamouda, dit Si El-Houes, lui redonna vite son aura et la propulsa au premier rang du combat libérateur. Originaire des Aurès, Si El-Houes connaissait déjà bien la région pour y avoir été affecté par le commandement de la Wilaya I dès 1956, pour structurer les villages et les villes et combattre notamment le tribalisme qui faisait alors rage. Sensible, lui aussi, à l'action de coordination avec les autres wilayas, il assista à la célèbre réunion des colonels d'Oued Asker, en décembre 1958, pour examiner la situation générale de la lutte armée. Chargé avec le chef de la Wilaya III, le colonel Amirouche, de se rendre en Tunisie pour transmettre les doléances des chefs de maquis à la direction de l'extérieur, il tomba au champ d'honneur, en même temps que son compagnon, dans la célèbre bataille de Djebel

Si Tayeb Djoughlali

Tameur, le 29 mars 1959, à la suite d'une embuscade qui leur fut tendue par l'ennemi qui mobilisa ce jour-là une armada de soldats, et qui a aussi coûté la vie à quelque 70 hommes qui accompagnaient les deux dirigeants en partance pour la Tunisie.

Moins connu que Si El-Houes, son successeur «virtuel» Si Tayeb Djoughlali a hérité d'une wilaya plongé dans le chaos, alors que l'armée ennemie resserrait l'étau sur les maquis de toutes les wilayas limitrophes. Le chaos était d'ailleurs tel que cette wilaya fut un moment dissoute et rattachée aux Wilayas I et IV. Moudjahid de la première heure, et originaire du Titteri relevant de la Wilaya IV, Tayeb Djoughlali fut chargé par le colonel M'hammed Bouguerra de réorganiser la Wilaya VI et de traquer les troupes de Bellounis, conduites par le tristement célèbre félon Bensaïdi qui mena la vie dure aux combattants de l'ALN dans les confins sud de la Wilaya IV.

Dépouilles des colonels Amirouche et Si El Houes, tombés au champ d'honneur dans la célèbre bataille de Djebel Thameur, le 29 mars 1959

Si Tayeb Djoughlali tombera au champ d'honneur sur la route le menant à la Wilaya VI, le 29 juillet 1959, lors d'une embuscade qui lui a été tendue près de Djebel Gaaga, non loin de Bou-Sâada. De retour de Tunisie, où il venait d'être officiellement nommé à la tête de la Wilaya VI, Si Tayeb est passé d'abord par la Wilaya IV pour se préparer à rejoindre le lieu de sa nouvelle affectation. Ainsi, le nouveau commandant de la wilaya du Sud a été tué avant même de prendre ses nouvelles fonctions. Une autre version évoque la thèse de complot qui aurait été fomenté par un chef de zone, le capitaine Ali Ben Messaoud, ancien membre du MNA de Messali Hadj. Cette version précise que la nomination de Tayeb Djoughlali à la tête de la Wilaya VI était, en tout cas, mal accueillie par les quatre chefs de zone. Ce qui ne pouvait que lui compliquer la tâche.

Dernier chef de la Wilaya VI, le colonel Mohamed Chabani, le plus jeunes des colonels de la ré-

Colonel Mohamed Chabani

Guerre de libération

Histoire

A droite : Bellounis, discutant avec des officiers de l'armée française

Ahmed Ben Bella

volution algérienne. Engagé très jeune auprès de Si El-Houes, tous deux natifs de Biskra, il devient en 1958 chef de la zone III de la Wilaya VI, puis, en juillet 1959, il succède à son chef, trois mois après la mort de celui-ci. A l'indépendance du pays, il fait dissidence au gouvernement d'Ahmed Ben Bella, et s'organise en opposition armée, en même temps que plusieurs anciens chefs de la révolution dans d'autres régions du pays. Ben Bella l'accuse alors de complot contre l'Etat et le FLN et, plus grave encore, de tentative de sécession du sud algérien et son pétrole.

Au bout de quelques mois de résistance, le colonel Chabani est arrêté le 8 juillet 1964 dans la région de Bou-Saada, et détenu dans la prison militaire d'Oran, où une cour martiale a été spécialement mise sur pied par Ben Bella, pour le juger et le condamner à mort un mois plus tard. Il sera exécuté le 3 septembre 1964, alors qu'il était âgé de 30 ans.

Adel Fathi

Ben Bella, à sa gauche Chabani

L'aventure du colonel Ali Mellah

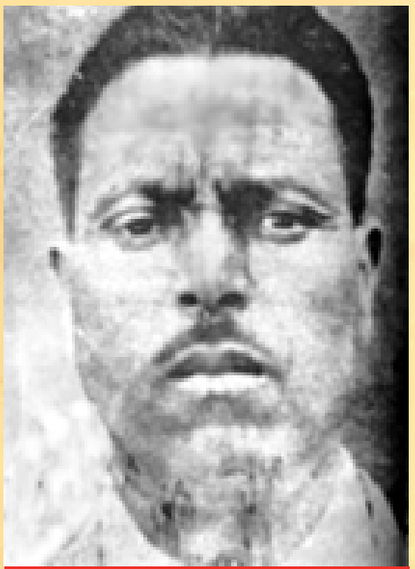
Par Adel Fathi

La Wilaya VI historique a très tôt connu des turbulences et des querelles intestines qui ont obligé les chefs de la Révolution à la mettre, à maintes reprises, sous tutelle des commandants issus d'autres wilayas. Ce qui favorisera les dissidences qui, parfois, tournent au vinaigre, comme c'est le cas du mouvement conduit par Chérif Bensaïd dès 1957, le tombeur d'Ali Mellah.

Au lendemain du congrès de la Soummam, le CCE désigna le colonel Ali Mellah pour diriger la Wilaya VI (Sud), qui était encore sans chef et en butte aux incursions du MNA qui s'était bien implanté dans les régions des Hauts-Plateaux depuis le déclenchement de la lutte armée,

Natif de Mkira dans la wilaya de Tizi Ouzou en 1924, Ali Mellah adhéra jeune au mouvement national et prit part, en tant que militant de l'OS, au congrès du MTLD de 1947 tenue à Blida. A partir de 1952, le futur responsable de la Wilaya VI devint successivement chef des régions des Ouadhias, Sidi Naâmane, Tigzirt et Azazga, où il participa au déclenchement de la guerre de Libération nationale. Chargé en 1956 de préparer les assises de la Soummam, il fut contraint, alors qu'il était en route vers Ifri, de rebrousser chemin, à cause d'une urgence qui lui avait été signalé dans sa région. Il était, déjà à l'époque, chargé d'implanter les maquis de l'ALN dans les régions du Sud du pays, et de contrecarrer les groupes MNA qui les avaient

Le harki Chérif Bensaïd



Ali Mellah

investies. Ce qui l'empêcha d'assister au congrès. Il chargea alors son compagnon de route, Amar Ouamrane, de lire son rapport, à sa place.

Au terme du congrès, Mellah fut officiellement désigné colonel de la Wilaya VI. Conscient des enjeux et des difficultés qui caractérisent cette région, il engagea un grand travail de coordination avec les wilayas limitrophes, dont la porosité posait un sérieux problème pour l'implantation de l'ALN.

A la tête d'une des deux zones du nord de cette wilaya, il y avait Amor *« Erroudji »*, un compagnon d'Ali Mellah, originaire de Kabylie, secondé par l'incontournable Chérif Bensaïd. En décembre 1956, les dirigeants de ces zones limitrophes avec la Wilaya IV (l'Algérois), ont été chargés d'encadrer une unité de 300 hommes armés, et de se diriger vers le Sud en vue d'assiéger l'armée du *« général »* autoproclamé Bellounis. Mais ce dernier évita l'affrontement. En cours de route, les combattants de l'ALN furent confrontés aux troupes de l'armée française au nord de Djelfa, où ils subirent de grosses pertes, des dizaines de morts et de prisonniers. Ce jour-là Chérif Bensaïd et Amar « Erroudji » s'accrochèrent, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de cette déroute. Ce fut alors la rupture entre les deux hommes que tout opposait.

A gauche : le colonel Ali Mellah, Boumahdi et le commandant Omar Oussedik

Cet incident n'était en fait que la goutte qui fit déborder le vase et qui accélérera la dissidence au niveau de la Wilaya VI. En mars 1957, un convoi sous le commandement du colonel Ali Mellah, Mustapha Ben Ammar et Chérif Bensaïd, se dirigea vers les frontières ouest pour récupérer des

Ali Mellah

lots d'armes. Sur leur chemin, le groupe de combattants s'accrocha avec une unité de l'armée française à Djebel Nadhor, aux portes de la Wilaya V (l'Oranie). Mystérieusement, Chérif Bensaïd décida, seul, de ne pas rattraper son groupe. Ali Mellah lui envoya un agent de liaison pour le sommer de les rejoindre, et le menaçant même, selon certaines sources, d'une condamnation à mort s'il refusait d'obéir. Mais celui-ci s'obstina dans sa rébellion contre l'autorité de la Wilaya VI.

Le 31 mars 1957, le commandant de Wilaya Ali Mellah, accompagné de son secrétaire et de son agent de liaison furent surpris tôt le matin, dans les environs de Derrag (actuellement wilaya de Médéa), par les *«rebelles»* dirigé par Chérif Bensaïd. Les trois furent sauvagement assassinés. Alors, commença une impitoyable guerre de vengeance entre les deux camps. Le bras droit d'Ali Mellah, Amor *« Erroudji »* s'en prendra aux hommes de Bensaïd à Ksar El-Boukhari (zone

Si M'hamed Bouguerra en compagnie de moudjahidine de la Wilaya IV

II) et en tua un certain nombre. Quelques jours plus tard, les *« rebelles »* élimineront, à leur tour, *« Erroudji »* et tous ses fidèles qui restaient encore vivants.

Après la mort d'Ali Mellah, les dirigeants de la Wilaya IV, à leur tête le colonel M'hammed Bouguerra, tenteront de reprendre les choses en main dans cette wilaya du Sud qui devenait incontrôlable. Il eut l'initiative d'annexer les deux zones restées dissidentes (la I et la II) à la wilaya qu'il dirigeait, pour mieux les maitriser. Il confia alors la mission à un nouveau conseil de zone chargé de rétablir la confiance entre le FLN et la population dans cette région. Il chargera en parallèle le commando Ali Khodja de resserrer l'étau sur le groupe des dissidents.

Ces mesures ne furent pas du goût du CCE qui les considéra comme une immixtion dans ses prérogatives. La direction de l'Extérieur s'empressa alors de désigner Ahmed Ben Abderazzak dit Si El-Houes, à la tête de la wilaya VI.

Lors de cet intermède, le commandant Mira, de la Wilaya III, fut affecté par le commandement de la révolution dans les régions du Sud, avec pour mission d'apporter le soutien aux hommes du colonel Ali Mellah, chef de la Wilaya VI, qui venait d'être assassiné, et pour repousser en même temps les groupes messalistes du MNA qui s'étaient renforcés dans certaines régions limitrophes.

Adel Fathi

La mort précoce de Si El-Houes

Par Adel Fathi

De tous les chefs de la Wilaya VI historique, le colonel Si El-Haoues, de son vrai nom Ahmed Ben Abderrezak Hammouda, fut celui qui a fait jouer aux régions du Sud le plus grand rôle dans la révolution, malgré la courte durée de son règne et les vicissitudes qu'il a traversées depuis sa nomination.

1- Si el Houes. 2- Colonel Chabani

Né en 1923 à M'chouneche, dans les Aurès, Si El-Haoues fut dès septembre 1955 affecté par l'état-major de sa zone (future Wilaya I) au Sahara, région réputée difficile, avec comme mission d'y implanter la Révolution. A partir de 1956, il se rendait souvent en Kabylie où il rencontrait le futur colonel de la Wilaya III, Amirouche, avec qui il fera un parcours héroïque commun jusqu'au martyr.

Avant même sa nomination officielle à la tête de la wilaya VI, début 1958, Si El-Haoues, alors qu'il n'était alors que chef de zone en Wilaya I, avec le grade de capitaine, contribua grandement au redéploiement de l'ALN dans les régions du Sud, où il avait tenu une série de réunions avec les moudjahidine pour expliquer les résolutions du congrès de la Soummam, tout en gardant ses contacts avec les officiers de la Wilaya III.

C'est naturellement qu'il sera désigné chef de la Wilaya VI, en remplacement du colonel Ali Mellah qui venait d'être assassiné. En plus des tâches d'implantation des maquis qu'il poursuivit sans relâche, il s'employa notamment à lutter contre les clivages régionalistes et tribalistes qui minaient toute la région jusqu'aux Aurès. Il réussit, entre autres prouesses à son actif, à réconcilier la tribu des Ghamra *(dans la région de Biskra)* et les Ouled Naïl d'Oued Djellal qui se faisaient la guerre depuis longtemps.

Photo inédite. De g. à dr. : Si El Houes, docteur Frantz Fanon et le commandant Kaci Hamaï, lors d'une conférence de presse du FLN à Tunis le 3 juin 1957.

Sensible aux enjeux nationaux de la Révolution, Si El-Haoues prit part à toutes les initiatives et rencontres entre chefs de maquis pour essayer d'avoir toujours une vision et une stratégie communes. C'est ainsi qu'en décembre 1958, il assista à la réunion historique connue sous le nom de réunion des colonels, tenue sur le territoire de la wilaya II, avec quasiment l'ensemble des chefs de wilayas *(à l'exception du colonel Lotfi, de la Wilaya V, qui, pour une raison d'éloignement, ne put y assister, et aussi d'Ali Kafi, chef de la Wilaya II, qui, lui, avait voulu marquer son opposition à la démarche).*

Après examen de la situation générale de la Révolution, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, Si El-Haoues fut chargé, avec son compagnon de route Amirouche, de prendre attache avec la direction de la Révolution à Tunis, pour exposer tous les problèmes qui avaient été soulevés par les chefs de maquis, notamment celui relatif à l'acheminement des armes et des munitions, qui se posait alors avec acuité, et qui avait failli provoquer la rupture avec les dirigeants de l'extérieur. Les deux officiers étaient d'avis que les chefs en Tunisie ne faisaient pas assez, voir rien du tout, pour les maquis de l'intérieur qui étaient au bord du gouffre.

Si El-Haoues partit de son QG au mois de mars 1959 pour rencontrer son camarade Amirouche aux environs de Bousâada. Les deux allaient effectuer ensemble pour la troisième fois le voyage en Tunisie. Pour éviter le piège qui leur était tendu, les deux colonels, escortés par une quarantaine d'homme de la Wilaya VI, ont opté pour la zone III de la Wilaya I, pour prendre la route du sud par El-Oued, et c'est pour cette raison que le trajet en trois étapes n'a été fait qu'en une seule, à marche forcée. Mais peine perdue, puisqu'une armada des forces ennemies les attendaient là dans une embuscade qui leur sera fatale.

La quarantaine de combattants de l'ALN, dirigés par l'adjoint de Si El-Haoues, le vaillant commandant Amor Driss, n'a pas résisté longtemps à un déploiement aussi massif de l'armée française qui avait lancé son aviation et autres forces combinées, blindés et infanterie, composées de quelque 2500 hommes, sans compter les renforts qui arrivaient de toutes parts.

En médaillon : Omar Driss, l'infatigable marcheur de la Wilaya VI

vé, quelques jours plus tard, au tunnel des facultés d'Alger.

Cette fin tragique de Si El-Haoues et de son illustre compagnon se prolongera malheureusement, avec les péripéties qu'ont connues leurs dépouilles, après l'Indépendance. Déterrées pour d'obscures raisons, celles-ci seront réinhumées vingt ans plus tard au Carré des martyrs.

Adel Fathi

Cette inégalité des forces n'a pas empêché Si El-Houes, Amirouche et leurs hommes de se battre jusqu'à leur dernier souffle. Beaucoup a été dit et écrit ces dernières années sur cette embuscade meurtrière qui eut lieu le 29 mars 1959 à Djebel Thameur. Une des lectures les plus sulfureuses sur cet épisode ajoutent foi à des interprétations voyant dans cette interception inattendue des deux prestigieux officiers par l'armée coloniale, à cet endroit précis, alors que ces deux derniers avaient pris toutes leurs précautions, comme la preuve irrécusable d'existence d'une félonie qui ciblerait spécialement, selon les partisans de cette version, le colonel Amirouche. Comme si la mort de Si El-Haoues était à inscrire dans les dégâts collatéraux ! D'où, d'ailleurs, cette tendance à reléguer le nom de Si El-Haoues en second plan dès qu'il s'agit d'évoquer cette bataille héroïque,

Le 28 mars 1959, Djebel Thameur - Boussaâda.
Les corps des martyrs tombés au champ d'honneur dont le colonel Amirouche et Si El-Houes

Qui a tué le colonel Tayeb Djoughlali ?

Par Adel Fathi

Le parcours et le sort mystérieux et tragique de Tayeb Djoughlali résument toute la confusion qui régna dans la Wilaya VI depuis le début de la lutte armée. Comme tous ses prédécesseurs, Tayeb Djoughlali n'est pas issu des régions du Sud, ni n'a gravé ses échelons dans les structure de cette wilaya. C'est plutôt dans la Wilaya IV (Algérois et Ouarsenis) qu'il a fait ses premières armes et assumé ses premières missions de responsabilité.

Colonel Si Tayeb Djoughlali

Souidani Boudjemaâ

Commandant Si Mahmoud Bachène

Cet ancien compagnon du chahid Souidani Boudjemaa, un des précurseur de la lutte armée dans l'ex-zone IV, fut d'abord désigné responsable de la zone II de cette wilaya, puis connut une ascension fulgurante, puisqu'il sera promu au grade de commandant en 1957, avant d'être nommé chef de Wilaya VI, à la mort de Si El-Haouès en mars 1959, avec le grade de colonel.

En 1958, il s'est rendu en Tunisie pour y demeurer quatre mois. C'est durant ce séjour qu'il fut promu au grade de colonel pour devenir le nouveau commandant de la Wilaya VI, succédant ainsi au colonel Si El Haoues à ce poste. Choisi par le commandement de la révolution pour ses qualités de fin stratège, mais aussi et surtout pour sa parfaite connaissance du vaste territoire du Sud, Si Tayeb Djoughlali s'apprêtait à prendre ses nouvelles fonctions en se dirigeant vers le PC de wilaya, quand il tomba, le 29 juillet 1959, dans une embuscade tendue par l'armée ennemie – selon la version officielle – dans la région de Had S'hari, dans l'actuelle wilaya de Djelfa, plus précisément dans le Djebel Gaâgaâ. Il y trouva la mort, en compagnie de treize combattants, parmi lesquels on cite le commandant Si Mahmoud Bachène.

Son règne à la tête de la Wilaya VI est considéré comme le plus court de toute l'histoire de la Révolution. C'est pourquoi, d'ailleurs, son nom est très peu cité par les historiens, alors qu'il a eu à assumer une des missions les plus difficiles et les plus périlleuses dans cette région aux confins des Wilayas IV et VI, et où les mouvements de sédition étaient les plus fréquents et les plus intenses. Une situation qui sera, plus tard, aggravée par l'affaire dite de *« la paix des braves »* signée par les chefs de l'état-major de la Wilaya IV, auquel Si Tayeb Djoughlali demeurait attaché, avec les autorités politiques françaises.

Etat-Major de la WilayaIV. PC Ouled Wahid. Février 1957.

1- Si M'hamed Bouguerra. 2- Capitaine Tayeb Djoughlali, chef Zone II. 3- Mahieddine Benzemirli. 4-Ahmed Arselane. 5- Mahmoud Bachène, lieutenant adjoint, chef de zone. 6- Tayeb Oussedik, commandant adjoint de la Wilaya IV. 7- Boudissa, lieutenant Zone II. 8- Rachid Kebaili, lieutenant Zone II.

Si les circonstances de la mort du successeur de Si El-Haoues sont connues, plusieurs versions avancent qu'il a été plutôt victime d'un «complot». Ainsi, d'après les partisans de cette hypothèse et aussi des témoignages crédibles d'anciens officiers de l'ALN, Si Tayeb Djoughlali s'est vite heurté, après sa nomination à la tête de la Wilaya VI en avril 1959, à des réserves plus ou moins affichées des quatre chefs de zone de cette wilaya du Sud, à savoir : Ali Ben Messaoud, Slimani Lakehel, Mohamed Belkadi et Mohamed Chaabani. Ne pouvant pas poursuivre sa tâche face à l'hostilité de ses officiers, Si Tayeb aurait vite fait d'alerter la direction de la Révolution à l'extérieur, en envoyant des messages radio à partir de la wilaya I, demandant la mise à l'écart des quatre responsables indélicats et leur remplacement par d'autres officiers dont il aurait proposé les noms. C'est ainsi que ces derniers, découvrant le pot aux roses, auraient décidé de l'éliminer dans cette embuscade attribuée par certains à l'armée coloniale.

Le capitaine de l'ALN, Mohamed Saiki, dans ses mémoires, adhère à cette thèse, en estimant que le colonel Djoughlali a été victime d'une «terrible machination» qui a été fomentée par les quatre chefs de zone sus-cités. Il dit que le colonel avait désigné près une quinzaine d'officiers et de cadres pour renforcer l'encadrement de certaines zones de sa wilaya, citant le capitaine Mohamed Bachel, Khaled Mekkaoui et Mokhtar Ben Badoui. *« Mais l'obsession du pouvoir, écrit le moudjahid, a obnubilé ces responsables de zone, au point de décider d'éliminer tous ces cadres nouvellement nommés, en tête desquels le colonel Tayeb Djoughlali lui-même… ».*

De son côté, El-Hadi Derouaz, dans une biographie du colonel

Mohamed Saïki, capitaine de l'ALN (en médaillon) discutant avec un colonel français, août 1962 à Rocher Noir, Boumerdès

Mohamed Chaabani *(éditée en arabe)*, donne une autre lecture de cette affaire, à l'opposé de la première. Pour lui, deux facteurs principaux ont précipité la fin de Si Tayeb Djoughlali. Il y a d'abord, selon l'auteur, un «manque de discipline et de fermeté» visible chez le nouveau colonel de la Wilaya VI, et même une certaine légèreté dans son comportement quotidien et dans sa façon de s'habiller, ce qui aurait fait que son image de chef s'est peu à peu ternie aux yeux de ses subordonnés. L'autre facteur, selon ce témoignage, c'est l'apparition de velléités de sédition grave dans la Wilaya IV et d'un plan de déstabilisation visant à «compromettre» ses chefs, dans la perspective, explique-t-il, de la signature de *« la paix des braves »* avec le général de Gaulle. Selon l'auteur, Si Tayeb Djoughlali fait partie de ces chefs «compromis» ; ce qui a exigé l'intervention des autres responsables pour *« mettre un terme »* au complot, en procédant à la liquidation du chef.

La thèse d'une élimination par les frères d'armes est corroborée par Mohamed Teguia dans son ouvrage-référence : L'Armée de libération nationale en Wilaya IV. Cet ancien officier de l'ALN témoigne que la nomination du colonel Djoughlali était dès le départ rejetée par les principaux chefs de zones de la Wilaya IV, qui lui reprochaient essentiellement de ne pas être issu de leurs rangs.

Enfin, ce qui accrédite cette thèse de *« complot interne »*, c'est qu'après la mort de Tayeb Djoughlali, l'état-major de la Wilaya IV, qui était la tutelle traditionnelle des régions du Sud, décide de dissoudre une nouvelle fois la Wilaya VI, de répartir son territoire entre les wilayas I, IV et V, et surtout de condamner et d'exécuter, sur ordre du colonel Salah Zaamoum, les deux principaux instigateurs de l'assassinat du colonel Djoughlali, à savoir : Ben Messaoud et Belkadi. L'exécution eut lieu le 17 décembre 1959. Une nouvelle page se tourne dans le sang.

Fath Adli

Témoignages forts sur le colonel Chabani

Par Adel Fathi

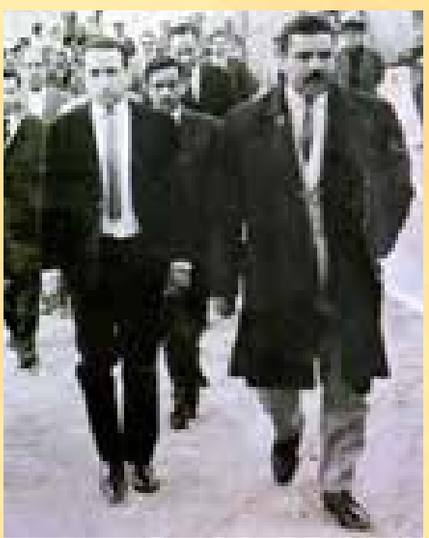
Dernier comandant de la Wilaya VI, Mohamed Chabani a eu un parcours aussi fulgurant que tumultueux. S'inspirant de ses prédécesseurs, il a tenté de faire de cette zone désertique du pays un rempart contre l'abdication.

Colonel Chabani debout 2e à dr.

Né en 1934 à Biskra, Mohamed Chabani est devenu, en 1958, chef de la Région III de la Wilaya IV. Puis, en juillet 1959, à l'âge de 25 ans, il remplace le colonel Si El-Haoues à la tête de la wilaya. A l'indépendance du pays, il fait dissidence au gouvernement d'Ahmed Ben Bella, et s'organise en opposition armée, en même temps que plusieurs anciens chefs de la révolution dans d'autres régions du pays. Ben Bella l'accuse alors de complot contre l'Etat et le FLN et, plus grave encore, de tentative de sécession du sud algérien et son pétrole.

Au bout de quelques mois de résistance, le colonel Chabani est arrêté le 8 juillet 1964 dans la région de Bou-Saada, et détenu dans la prison militaire d'Oran, où une cour martiale a été spécialement mise sur pied par Ben Bella, pour le juger et le condamner à mort un mois plus tard. Il sera exécuté le 3 septembre 1964, alors qu'il était âgé de 30 ans.

A propos de l'ascension de Mohamed Chabani au poste de colonel de la Wilaya VI, le colonel Ahmed Benchérif a soulevé il y a quelques années une polémique, en stigmatisant durement Chabani, et en considérant, par exemple, qu'il avait *« sauté sur l'occasion »*, après la mort de Si El-Haoues et la décapitation de l'état-major de la Wilaya VI au cours de la fameuse bataille de Djebel Thameur du 29 mars 1959. Benchérif l'avait même accusé d'avoir commis *« un massacre »* contre la population civile à Djelfa.


Ahmed Bencherif à droite

Lui répondant, le frère du colonel Chabani, Abderrahmane, rappelle les conditions dans lesquelles a eu lieu la nomination de ce jeune

Colonel Chabani au centre

colonel à la tête de la wilaya VI. Il écrit : *« Certes le conseil de la Wilaya VI fut décapité mais la révolution doit se poursuivre. Les chefs de zones conscients et responsables, réunis en juin 1959, ont adopté l'adage selon lequel : "nécessité fait loi". Il fallait pallier le vide de la direction de la Wilaya VI, laissé par la disparition de son conseil, en plébiscitant un nouveau conseil provisoire de wilaya composé de Mohamed Chabani, chef du conseil de wilaya, Mohamed Rouina, Kheiredine Cherif, Amor Sakhri et Slimane Slimani. Tous adjoints, chacun chargé d'une fonction précise ».* Il affirme ainsi, que Mohamed Chabani fut *« le produit de la nécessité »*, et c'est ainsi que les chefs de zones ont choisi leur chef *« en raison d'un certain nombre de critères que les moudjahidine seuls peuvent établir en pareilles circonstances ».* Selon l'auteur de ce témoignage, les officiers de la Wilaya VI avaient opté pour celui *« qui avait les compétences et l'envergure de mener cette mission tant noble que désintéressée au rivage de l'Indépendance ».*

Interrogé une fois sur les raisons de la dissidence du colonel Chabani au lendemain de l'Indépendance, le commandant Omar Sakhri, ancien membre de l'état-major de la Wilaya IV, évoque le quiproquo qui a eu lieu autour de la désignation d'un chef de l'état-major de l'armée nationale. Il témoigne que Chabani a été désigné

pour prendre la tête de l'état major, mais il aurait refusé en disant que c'est aux responsables des régions réunis d'élire en toute liberté le plus âgé d'entre eux. Selon le commandant Sakhri, il avait avancé le nom de Mohand Oulhadj. «Mais ni Boumediene ni Ben Bella n'avaient accepté que Mohand Oulhadj soit à la tête de l'état-major», affirme-t-il. D'après lui, Mohamed Chabani a été proposé pour prendre la place de Boumediene à la tête du ministère de la Défense. Mais Chaabani aurait refusé de jouer à ce jeu, en déclarant aux opposants de Boumediene qu'il n'est pas dans ses habitudes de s'en prendre aux dirigeants de la révolution, sachant que Chabani s'était élevé contre Boumediene «quand celui-ci avait fait appel à la 3e force envoyée par De Gaulle pour qu'elle prenne en main les affaires militaires et administratives du pays». Force dont Chabani demandera plus tard la dissolution.

A propos de la condamnation à mort du colonel Chabani par un tribunal militaire, suivie de son exécution, le commandant Omar Sakhri avoue qu'il y a eu avant que le conflit n'arrive à l'impasse, des tentatives de médiation pour éviter l'irréparable. Il affirme que certains jouaient à un double jeu alors que d'autres voulaient réellement bien faire. Il cite Ali Mendjeli, Mohand Oulhadj, Tahar Zbiri avec Amar Mellah, l'ambassadeur d'Égypte à Alger, Ali Khachaba, Lakhdar Bouregaa, le colonel Hacene. Il est persuadé que, dans tous les cas de figure, la mort de Chabani «s'inscrit dans une série d'exécutions qui visait les grands noms de la révolution algérienne, Abane Ramdane, Krim Belkacem, Nouaoura, Lamouri et bien d'autres».

Autre témoignage fort sur la mort de Mohamed Chabani, celui de l'officier de l'ANP, Mehdi Chérif. Dans un article publié en 2012, il charge Mohammed Harbi, historien et ancien collaborateur de Ben Bella, et lui rappelle sa responsabilité morale dans la mise à mort du plus jeune colonel de la Révolution algérienne. Il invite à relire ce qu'a écrit Harbi, lequel dirigeait à l'époque la revue Révolution africaine : «Sommé de quitter le commandement de la région saharienne, il (Chabani) refuse d'obéir et oblige l'administration à ne plus reconnaître l'administration centrale. Il ouvrait malgré lui un champ d'action à toutes les forces extérieures hostiles à l'Etat algérien, c'est la raison pour laquelle le journal que je dirigeais a appelé le gouvernement à réagir…» Mehdi Chérif relève d'abord l'emploi d'un concept suspect : «la région saharienne» au lieu de la Wilaya VI, qui ne couvrait qu'une partie du Sahara, avec ce que cela suggère comme dangers potentiels pour l'unité nationale et les richesses énergétiques, et souligne au passage «la pirouette» qui fait endosser au journal ses propres décisions. Mehdi Chérif poursuit : «Le révolutionnaire flamboyant, rattrapé par l'histoire, tente de diluer sa responsabilité et de se faire tout petit en se cachant derrière le journal (les appariteurs, les secrétaires, les chauffeurs, les pigistes, les commis aux chiens écrasés et les tâcherons obscurs de la pointe Bic). Glorieuse mise en page du rôle principal qui fut le sien à côté de Ben Bella. Passons, mais retenons au passage le terrible aveu : «Malgré lui» !... Chabani s'est donc retrouvé devant le peloton d'exécution pour un crime qu'il n'a pas commis, mais dont Harbi, cinquante ans après, l'accuse encore».

Fath Adli

Le chahid,
commandant de l'ALN,
MAHMOUD BACHÈNE

UN OFFICIER AU COURAGE INCOMPARABLE

Par Skender Mahmoud Tewfik

Guerre de libération

Histoire

Comme beaucoup de villes d'Algérie, Médéa se distingue par le grand nombre de martyrs dont les rues portent les noms « frères ou fils de . . . ». Nous pouvons lire sur l'une d'elles Rue des fils Bachène. Ils étaient une vingtaine à s'engager dans la lutte de libération mais quatorze d'entre eux ne connurent pas les joies de l'indépendance. ils se sacrifiés les armes à la main. L'un deux deviendra commandant de l'ALN. Il a gagné héroïquement ses galons d'officier. Ses trois frères et son père moururent aussi dans cette longuet coûteuse lutte de libération nationale. Les neufs autres sont ses cousins et oncles. Mourir dans la dignité était le vceu de toute cette grande famille.

Au bout des quelques années, il est contraint de quitter l'école, obligé d'aider son père dans ses travaux de maçonnerie. Se produisent alors les événements du 8 mai 1945 avec leurs lots de répressions violentes, d'exactions, d'arrestations et de déportations. A 17 ans, il comprend ce que sont le colonialisme et ses méfaits. Il fait preuve d'une grande maturité politique et il est dit que seules la force et la violence constitueraient la réponse aux tueries du colonialisme. Il est, au même titre que toute sa famille, révolté par ce qui s'est passé à Sétif, Guelma, Kherrata. . .

Survient alors l'appel du 1er novembre 1954 qui va renforcer sa détermination pour la lutte contre le colonialisme. Dès 1955, il passe à l'action en préparant dans la clandestinité la constitution des premiers maquis. Aidé de quelques militants, tous s'affairaient à préparer vivres, armes, refuges, avant de passer à l'action.

Mahmoud Bachène

1- Mahmoud Bachène. 2- Hamid Bachène. 3- Abderrahmane Bachène (le père). 4- Bachir Bachène. 5-Hamidi Bachène.

ll était très motivé et voyait que la majorité des Algériens vivait dans une précarité insupportable. Il savait que le colonialisme était un système oppresseur, que la colonisation s'était développée au fur et à mesure que le peuple se soulevait et se révoltait, que toutes les belles terres, propriétés des Algériens, confisquées, que le peuple était dépendant, davantage soumis, que l'instruction, la santé lui étaient refusées et que le travail était pénible et mal payé. C'était le cycle infernal du colonialisme qui empêchait de réclamer les droits les plus élémentaires

L'appel du 1er Novembre a donc provoqué dans toute la population indigène une prise de conscience irréversible, celle de rejoindre les rangs de la lutte. C'est ce qu'avait décidé Mahmoud Bachène autant que ses frères, son père ses cousins et ses oncles.

La police française est aux aguets. Elle est informée de l'action que mène Mahmoud et s'est mise à sa recherche. Les arrestations s'ensuivirent, la torture aussi mais rien n'y fit. Tous les Bachène en âge de prendre part à la lutte ont rejoint le maquis.

Mahmoud est déjà un grand responsable politique et militaire en zone 2, de la wilaya IV. Les maquis dans cette wilaya sont déjà très actifs. Les massifs montagneux s'y prêtent pour accueillir un grand nombre de jeunes hommes et femmes de Médéa ou des environs et même d'Alger. Survient l'appel de l'UGEMA du 19 mai 1956. Boudissa Benyoucef étudiant devenu responsable politique dans le secteur, tient une réunion secrète avec quelques élèves du lycée Bencheneb en présence de Mahmoud Bachène.

Ce dernier les prend en charge et les conduira au maquis par groupe de cinq à chaque fois. En juillet 1956, le docteur lsmaïl

Colonel Si M'hamed Bougara entouré de djounoud à Chréa.
1- Si Toufik. 2- Bachir Baba Ali. 3- Ben Rekia Mustapha. 4- Mahmoud Bachène. 5- Mustapha Houari.
6- Ghbalou Ahmed. 7- Colonel M'hamed Bougara. 8- Kalache Mohamed. 9- Boualem Oussedik.
10- Benyoucef Boudissa . 11- Tayeb Djoughlali.

Bouderba, médecin algérois, installé à Médéa, reçoit Khatib Youcef Hassan en son cabinet pour le former rapidement à soigner les blessés.

En août 1956, c'est Mahmoud Bachène qui le conduira vers la première infirmerie de fortune installée à Tamesguida. Il organise plusieurs embuscades et participera à de nombreux accrochages et grâce à ses qualités de stratège, il saura éviter le pire à lui-même et aux hommes qui le secondaient, mettant à chaque fois en échec l'armée ennemie.

Comme commissaire politique, il prend part aux travaux du service presse aux côtés de Boualem Oussedik, Ahmed Zemirtine, Abdelkrim Fekhar qui survécurent à la guerre et avaient la chance de vivre l'indépendance du pays. Hadi Hamdi Ahmed Arslane, leur compagnon, tombera, quant à lui, au champ d'honneur.

L'année 1958 va être très difficile pour le FLN et l'ALN de l'intérieur du pays. Les membres du CCE avaient quitté la capitale pour échapper aux arrestations et éviter le même sort que celui de Larbi Ben M'hidi. L'organisation FLN démantelée en 1957 se reconstituait péniblement. Les armes ne parvenaient pas aux djounoud des wilayas de l'intérieur. Les colonels décident alors de se réunir pour débattre des difficultés ainsi que des solutions à apporter en commun. La réunion se tint à Ouled Askeur près de Taher en Wilaya II, du 6 au 12 décembre 1958. Ce fut une période cruciale de la lutte armée, surtout depuis quelques semaines avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir en France, qui avait décidé d'en découdre avec la « ré-

bellion » et obtenir « la paix des braves », c'est-à-dire une reddition sans conditions pour solutionner le problème algériens à sa guise.

A cette réunion assistaient :

- le colonel Hadj Lakhdar pour la Wilaya I
- le colonel Amirouche pour la Wilaya III
- le colonel M'hamed Bougara pour la Wilaya IV
- le colonel Si El Haoues pour la Wilaya VI.

Le colonel de la Wilaya V ne put s'y rendre vu l'éloignement (il lui fallait traverser toute l'Algérie d'ouest en est), aussi la wilaya V, il faut le dire, dépendait du COM (Commandement opérationnel militaire) qui avait à sa tête Houari Boumediene dont les rapports avec l'intérieur devenaient difficiles. Par ailleurs, le colonel Ali Kafi, chef de la Wilaya II n'accepta pas de participer (n'étant pas d'accord avec les résultats politiques du Congrès de la Soummam d'août 1956) mais déléguera l'un de ses adjoints en la personne de Lamine Khan pour s'enquérir des résultats de cette réunion.

Les colonels réclamèrent avec force et en urgence l'aide de l'extérieur. La Wilaya IV envoya deux compagnies de djounoud (plus de 200 hommes) avec armes et bagages à la wilaya VI. Le colonel si M'hamed offrit au colonel Si El-Haoues son arme personnelle, cependant que ce dernier, en retour, lui fait don d'un emblème national.

Commandant Mahmoud Bachène

Aussi le Congrès de la Soummam avait fait du Sud algérien, c'est-à-dire d'un très vaste territoire, une wilaya dont le responsables était le colonel si EI-Haoues. C'était la Wilaya VI qui souffrait aussi d'un manque cruel en hommes et en matériels de guerre. Si M'hamed Bougara, chef de la Wilaya fit savoir à Si El-Haoues qu'il lui affectait deux de ses meilleurs éléments (stratèges et politiques), en l'occurrence le commandant Bougacemi dit Tayeb El Djoughlali et le commandant Mahmoud Bachène, son adjoint avec un groupe de djounoud (une dizaine) ayant déjà fait leurs preuves sur le terrain du combat.

Commandant Mahmoud Bachène 2e à droite et ses djounoud

Mahmoud Bachène était en effet un fin stratège, un homme fortement engagé dans la lutte, animé d'un esprit de fraternité sans limites, c'est ce que disait l'ensemble des djounoud qui ont eu à l'approcher. Ce témoignage est aujourd'hui confirmé par le colonel Hassan Youcef Khatib, autant que par le commandant Lakhdar Bouragaâ et de si Belkacem Benhenni, tous responsables en Wilaya IV à l'époque.

Cette wilaya avait souffert des infiltrations opérées par l'armée française qui avait formé des traîtres déguisés en combattants de l'ALN comme les Bellounistes ou même encou-

Mahmoud Euldji Chami devant un avion de l'armée coloniale abattu

ragé des dissidents sans foi patriotique à se mettre à son service. il fallait pour la France diviser pour régner, utilisant en la circonstance la ruse de guerre pour affaiblir l'adversaire et tenter d'avoir raison de lui.

C'est ainsi que le 27 juillet 1959 les commandants Bougacemi et Bachène et les djounoud qui les accompagnaient décident de faire une halte pour effectuer une sieste dans une grotte entre Boussaâda et M'sila avant la longue marche nocturne qui les attendait. Une halte fatale qui coûta la vie (source d'information PCEMG/ouest) à tout le groupe de combattants. Mahmoud Bachène fut enterré non loin de là. Le reste du groupe repose aujourd'hui au cimetière des martyrs, à quelques encablures de Médéa.

La famille Bachène souhaite que les restes de Si Mahmoud soient enterrés aux côtés de ses frères de combat et ont insisté pour que cette décision soit prise par les autorités compétentes.

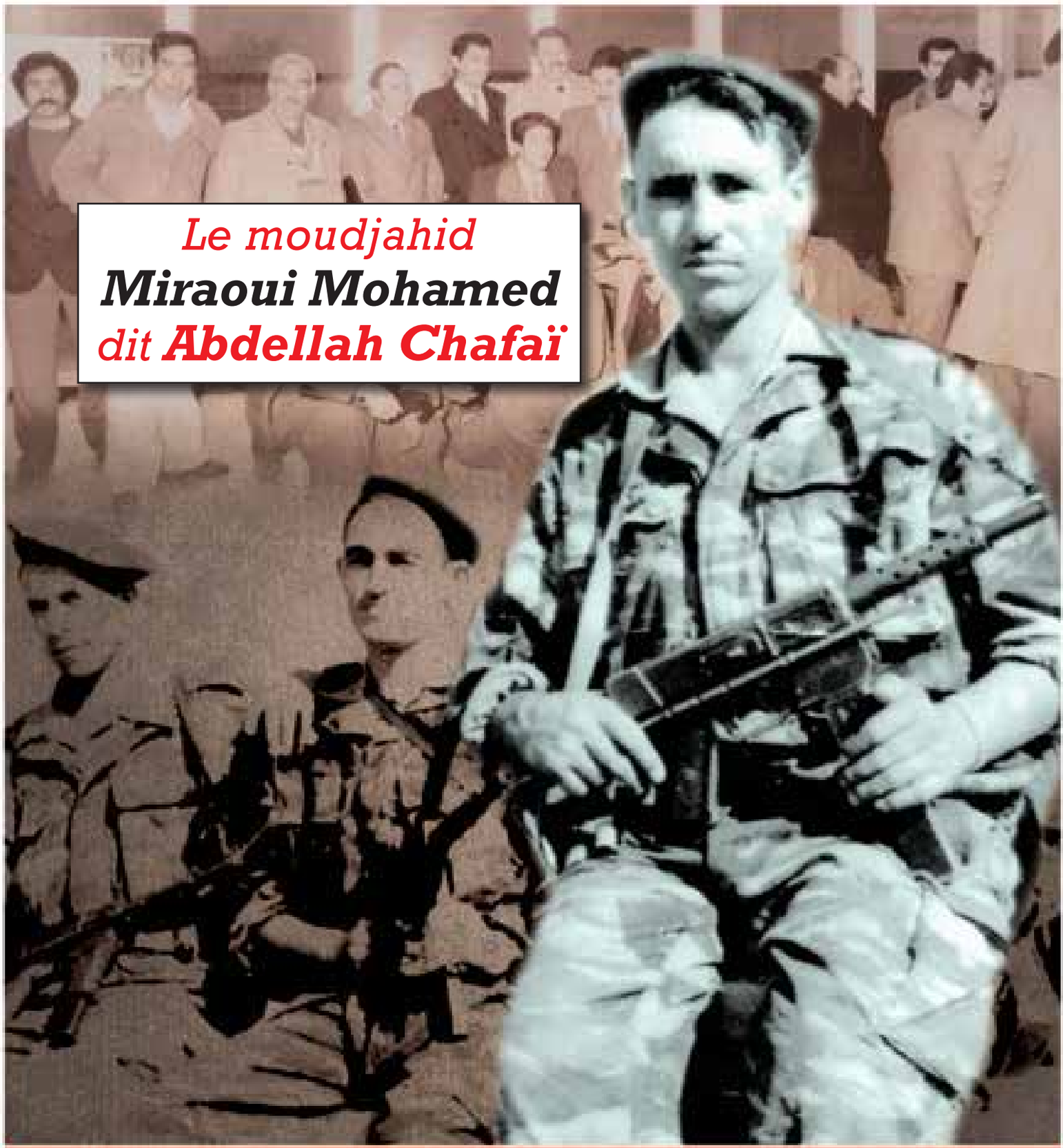
Le sacrifice n'a pas été vain, l'Algérie est aujourd'hui indépendante comme le voulaient des centaines de milliers comme Mahmoud Bachène. Les hommes d'exception ne meurent pas. Sa mémoire a été honorée puisqu'une promotion d'élèves du Darak ElWatani porte son nom.

Skender Mahmoud Tewfik
(Avocat à Médéa)

A droite, Mahmoud Bachène avec Abidi Osmane dit Si Okba

Redouane Bachène, fils de Mahmoud avec le Colonel Youcef Khatib Hassan

Mausolée des Chouhada de Médéa où sont enterrés Tayeb Djoughlali et ses compagnons



Le moudjahid
Miraoui Mohamed
dit **Abdellah Chafaï**

L'ÉMOUVANT RÉCIT D'UN COMBATTANT

Par Zoubir Khélaifia

Guerre de libération

Histoire

Quand il se met à raconter le parcours révolutionnaire de sa famille, il met surtout l'accent sur le lourd tribut qu'elle a payé durant la guerre de libération et il s'en montre fier. Aîné d'une fratrie de treize enfants, Mohamed Miraoui, de son nom de guerre Abdellah Chafaï, en est le seul rescapé. Miraculeusement sorti indemne d'une longue lutte armée qu'il a héroïquement menée contre l'ennemi. Cinq de ses frères sont tombés au champ d'honneur, sa femme également et ses deux fils ainsi que son père. La mère de si Chafaï, qui n'est plus de ce monde, est également ancienne moudjahida, décédée après le recouvrement de l'indépendance. C'est dire le terrible sacrifice consenti par cette famille, originaire du douar Leknencha, situé dans la région de Ténès. Le moudjahid Miraoui, que Mémoria a rencontré chez lui, à Ain Defla où il est notoirement connu, attendait manifestement l'occasion pour relater la bravoure des membres de sa famille. « Moi, mes frères, ma mère, mon père, ma femme et mes deux enfants, nous nous sommes sacrifiés pour notre pays et j'en suis fier », lâche-t-il en préambule d'un long et passionnant entretien.

L'histoire de ce moudjahid commence au milieu des années 1940, période où le mouvement national était à son apogée. Le jeune Chafaï, un peu rebelle sur les bords, vivait alors avec les siens. Son père, Mohamed Chafaï, fellah de son état, subvenait aux besoins de sa famille grâce à la terre, alors que sa mère, Aïcha Benkenniche, veillait au bien-être de ses enfants et faisait de son mieux pour les élever. Petit, Miraoui fréquentait l'école coranique sans bien évidemment savoir que l'Algérie bouillonnait, notamment à cette époque où la lutte pour l'égalité entre indigènes et Français prenait de l'ampleur. Les Miraoui peinaient à survivre à la famine qui avait frappé le pays après le débarquement américain mais ils arrivaient tout de même à s'auto-suffire grâce aux deux vaches qu'ils possédaient. Ce train de vie, paisible malgré les difficultés, n'allait pas durer trop longtemps. Si Chafaï, né en 1930, allait progressivement en prendre conscience, et le désir de son père de le voir convoler en justes noces, a tout déclenché. Il exprime son refus en prenant la poudre d'escampette. Il atterrit à Alger où vivent ses oncles. Il fait la navette entre El-Biar et Staouéli. « Je me souviens de Messali Hadj sillonnant la capitale dans une traction », se remémore-t-il. Il se souvient également de la fraude massive aux élections de la fin des années 1940 et de l'arrestation de Messali, détenu dans une villa à Bouzaréah. A 20 ans, si Chafaï est livreur de matériaux de construction chez le Français Antoine. Il travaille durement tout en ayant l'oreille tendue sur le PPA/MTLD, parti indépendantiste au sein duquel active la majorité écrasante des Algériens. Le séisme d'El-Asnam, en août 1954, constituera le tournant dans la vie de Miraoui. *« Tous les camions de mon patron ont été mobilisés pour la reconstruction d'une ville dévastée par le tremblement de terre. »* Quelques semaines plus tard, l'Algérie bascule dans la lutte armée. *« Nous avions eu vent du déclenchement de la guerre et nous étions prêts à rejoindre le maquis »*, affirme si Chafaï dont le vœu de prendre les armes sera exaucé un peu plus tard. En effet, l'ALN était à la recherche de jeunes capables de faire la guerre et Miraoui en est un. Les recruteurs posent leur dévolu sur lui et il est le premier à y être enrôlé

à Leknencha au début de l'année 1955. Les premiers responsables du recrutement ont pour noms, Si Omar Belmahdjoub, Si Ammar de Béni Rached, Hamou Bouhattour et Moha Belhadj. Ils sillonnaient les douars et les mechtas pour sensibiliser les jeunes et les inciter à rejoindre le maquis. Traghnia, Boumihi, Rouaichia, Roubaïne, Ouled Tayeb, Leknencha, Oued Sidi Ali et bien d'autres douars ont reçu la visite de ces moudjahidine de la première heure. Au départ, Miraoui et quelques autres nouvelles recrues s'occupaient de l'approvisionnement du maquis en ravitaillements et en médicaments. *« Mohamed Belkhedim a mis son camion à la disposition de l'ALN et on l'utilisait pour accomplir notre mission. On faisait diversion en prenant à chaque fois une direction différente. On déposait les ravitaillements dans différents endroits et l'ALN venait les récupérer soit à Leknencha, Bouhidjeb, El Khettar ou encore Tazaânount »*, raconte si Chafaï. Ces opérations ont duré une année entière et les nouvelles recrues affluaient en masse de toute la région. L'année 1956 voit les étudiants et les intellectuels élargir les rangs de l'ALN. Dans la région de Ténès, devenue à l'issue du congrès de la Soummam, la région 2 de la zone 4 de la Wilaya IV, les médecins Ali Houati, de Ténès, et Ali Roubika, de Miliana, ont, à leur tour, divorcé avec la vie civile pour prêter main-forte aux maquisards. Abdelkader Benharrath, secrétaire de la SAS, a lui aussi pris le même chemin en désertant son poste. *« D'autres*

Miraoui Mohamed dit Chafai

Décès

Aïcha BELKENICHE, née MIRAOUI

moudjahida, veuve de chahid et mère de six chouhada, est décédée à l'âge de 103 ans après avoir milité au sein de l'ALN.

A la fois mémoire et symbole de la résistance populaire, elle a été inhumée le 26 février, après une vie qui s'est confondue avec le parcours de l'Algérie indépendante.

Que Dieu accueille la défunte en Son Vaste Paradis et lui accorde Sa Sainte Miséricorde.

El Moudjahid Pub

médecins sollicités pour rejoindre la cause ont tout simplement décliné l'offre, à l'image de Oulid Zaïmia que j'ai accompagné à Roubaïne où les moudjahidine Belmahdjoub, Abdelkader Benharrath et Si Omar l'attendaient pour l'enrôler. Il pleurait et tremblotait comme une feuille morte. On l'a sermonné puis on l'a autorisé à rejoindre sa famille. » La guerre prenait de plus en plus de l'ampleur, notamment dans cette région connue pour son relief fortement boisé. Les ratissages se multipliaient ainsi que la répression. Durant cette même année, les Français, certainement mis au parfum des activités de tous les membres de la famille Miraoui, incendient leur ferme. Du coup, ils retrouvent sans domicile fixe. « Nous avons appris que le mari de ma tante Rabah Maâmar et Niati étaient à l'origine de cette délation. Nous avons donc décidé de suivre tous leurs mouvements et gestes et on a fini par découvrir qu'ils en rendaient compte au responsable de la SAS. » Plus tard, Niati, dont la collaboration avec la France est confirmée, a été exécuté par l'ALN alors que ma famille a trouvé refuge à Bissa. Le chef, Abdelkader Benherrath et son groupe, dont je faisais partie, faisait trembler les soldats français. Les actions armées se multipliaient et les défaites de l'ennemi se succédaient, y compris à Ténès. Nous avons tiré plusieurs balles sur le traître Triki et, miraculeusement il échappé à la mort. » A cette époque, Lakhdar Bouchemaâ était responsable de la région 2 de la zone 4 de la Wilaya IV, dirigée, alors par Salah Zamoum.

Batailles et accrochages

Dans cette région, les batailles et accrochages sont si nombreux qu'il serait impossible de les énumérer. La région 2, dirigée d'une main de maître par Bouchemaâ, futur acteur de l'affaire de l'Elysée, a tenu la dragée haute à l'ennemi. En 1957, Si Noureddine de Nedro-

De dr. a g. : Miraoui Mohamed, Krimi Djilali et Amrine Abdelkader

ma, militaire dans les rangs à Hammam Righa, déserte avec armes et bagages et rejoint l'ALN. Il est désigné chef du commando et muté dans cette région. « Il a organisé les rangs et planifié une attaque contre le camp français de Beni Haoua. On a encerclé ce camp et tué tous les soldats ennemis. Malheureusement, une balle perdue a atteint notre chef. On l'a enterré puis on s'est repliés à Tazaânount », relate si Chafaï tout en vantant le mérite des moudjahidine, leur courage et leur bravoure dans le combat. Un autre accrochage dirigé cette fois-ci par Si Athmane, chef de la katiba et Ahmed, chef de groupe, à Tazaânount. « J'étais de garde et j'ai alerté notre chef de la présence d'une quarantaine de soldats venant du camp Sidi Aïssi. » Mohamed de Kadiria et Omar, le frère de si Chafaï, tirent à la bazooka et ils font un ravage dans les rangs ennemis où pas moins de 23 soldats trouvent la mort. Une terrible répression s'ensuit et des dizaines de civils sont lâchement abattus. La katiba El Hamidia de Si Athmane se déplaçait sans cesse et il lui est même arrivé de franchir les frontières de la Wilaya IV et de s'accrocher avec les soldats français dans la wilaya limitrophe, c'est-à-dire la wilaya V. « Alors que nous nous sommes repliés en Wilaya V où nous avons rencontré le commando de Si Tarek, un djoundi "Kobuste" a filé en douce pour alerter les Français. Ils ont alors organisé un ratissage d'une grande envergure dans lequel ils ont utilisé des avions bombardiers. Une terrible bataille, qui a duré 5 jours et 5 nuits, s'est soldée par la mort de 6 moudjahidine dont le chef Si Athmane, remplacé par Ahmed Chif-

Premier congrès du FLN en 1963, Miraoui Mohamed en médaillon

fa, chef de la région 1 de la zone 4. Ce dernier a mené la bataille de Drablia en 1958 où la 5e compagnie de l'armée française a laissé des plumes. Nous leur avons tendu un guet-apens et ils y sont tombés. La capitaine français a pris la fuite laissant derrière lui une quarantaine de cadavres de sa compagnie », dira encore Si Chafaï. Ahmed Chiffa, Mohamed Roubaïni et Djilali, le frère de Miraoui, tomberont un peu plus tard au champ de bataille et leurs cadavres seront exhibés en public à Sidi Akacha. « Le traître Abadlia Abdellah a frappé du pied la dépouille de Ahmed Chiffa, il le payera de sa vie et sera abattu par le moudjahid El Hadi de Ouled Larbi. » D'autres batailles aussi meurtrières les unes que les autres ont eu lieu dans cette région et ont vu les moudjahidine se comporter en héros face à la redoutable machine de guerre française. Tout en menant la guerre, Miraoui a l'oreille tendue sur sa famille. Il ignorait que ses frères sont presque tous tombés au champ d'honneur alors que sa femme, ses cinq enfants, son père et sa mère subissaient les pires exactions. « En permission, j'ai rendu visite à ma famille à Leknencha. Constatant la disette dans laquelle elle vivait, j'ai ordonné à ma femme d'aller travailler à Ténès pour subvenir aux besoins de ses enfants. Elle s'y est rendue mais, pour je ne sais quelle raison, elle a préféré revenir à Leknencha non sans laisser trois de ses enfants à Ténès que j'ai récupérés plus tard à l'indépendance. » La femme de Si Chafaï tombera au champ d'honneur avec ses deux enfants le jour-même où le père, Mohamed Chafaï est lui aussi mort en héros à Sidi Henni « Ils ont été enterrés par le moudjahid Mohamed El-Mekhfi, alors chef de section dans l'ALN », affirme Miraoui en larmes. Il tient aussi à évoquer ce qui est communément appelé la guerre des wilayas quand l'armée de l'intérieur, notamment en Wilayas IV et III, et à un degré moindre celle du Nord-Constantinois, ont refusé d'abdiquer devant l'armée des frontières. « Nous étions positionnés à Massina, à Chlef pour barrer la route à l'armée des frontières. Kaïd Ahmed et Medeghri étaient à la tête d'une véritable armée. Nous étions prêts au combat, même si nous étions contre l'effusion du sang. En fin de compte, Ben Bella et Hassan Khatib sont arrivés en hélicoptère et ont appelé au cessez-le-feu. » Si Chafaï a quitté l'ALN et s'est installé à Ain Defla où il vit toujours..

Liste des Chouhada de la famille Si Chafaï Miraoui

- Miraoui Mohamed dit Chafaï père), tombé au champ d'honneur en 1960.
- Miraoui Djilali dit Aïssa (frère), tombé au champ d'honneur avec Ahmed Chiffa dans l'accrochage de Rouaïcha en 1958.
- Miraoui Abdelkader dit Amirouche (frère), tombé au champ d'honneur à Tamezguida en 1960.
- Miraoui Bouaïssi (frère), tombé au champ d'honneur à Bissa.

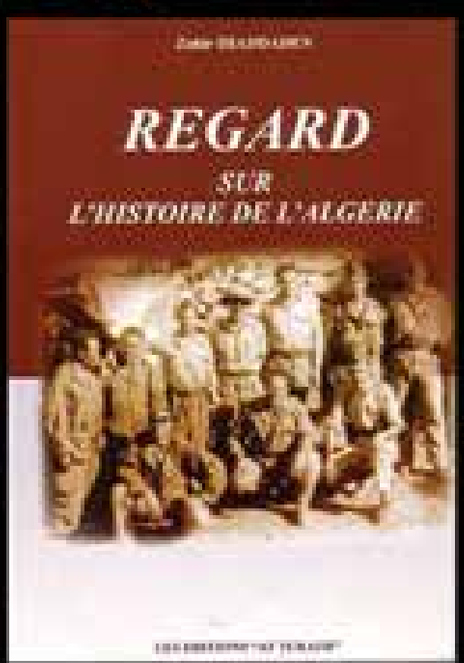
Miraoui M'hamed (frère), tombé au champ d'honneur en 1956, à Beni Haoua.

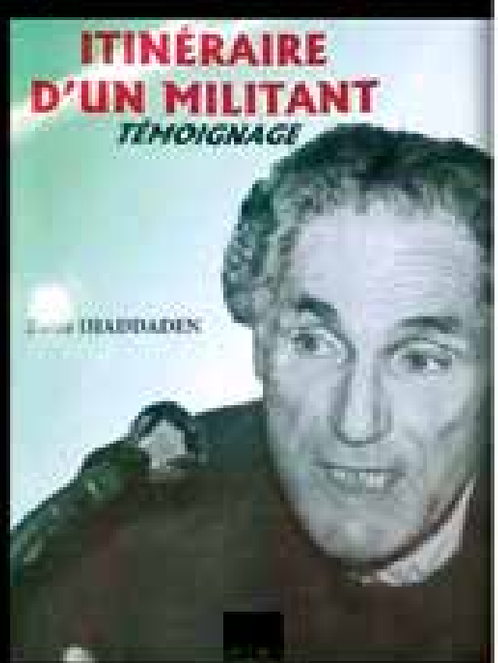
- Ahmed Hammada Fatma (épouse), tombé au champ d'honneur en 1960.
- Miraoui Mahfoud (fils), tombé au champ d'honneur en 1960.
- Miraoui Oum El-Kheir (fille), tombée au champ d'honneur en 1960.
- Oum El-Kheir (Tante maternelle), tombée au champ d'honneur ainsi que ses quatre enfants.
- Rabah Ali et Miloud (cousins maternels), tombés au champ d'honneur.
- Dennoukhi (deux cousins maternels), tombés au champ d'honneur.
- Menad Abdelkader et Menad Ahmed (cousins maternels), tombés au champ d'honneur.

Zoubir Khélaifia

Hommage au défunt Moudjahed Zahir IHADDADEN

Par : Mr Abbaz Kaoues,
Ancien Moudjahid





LE MILITANT INTELLECTUEL, UN EXEMPLE POUR LES GÉNÉRATIONS D'AUJOURD'HUI

C'est une véritable gageure que de vouloir retracer le parcours d'un homme comme celui du défunt moudjahed Zahir Ihaddaden en quelques lignes ou même en quelques pages, s'agissant d'un parcours qui se croise et s'entremêle intimement avec la marche glorieuse du peuple algérien depuis les années trente jusqu'à sa disparition le 20 janvier 2018, soit près de 90 ans de vie intense et singulière consacrée entièrement au service de son pays, de la science et de la culture. Pour faciliter la lecture du résumé de son riche itinéraire, nous le présentons en trois parties : 1- Sa jeunesse et sa scolarité. 2- Sa vie de militant politique avant et pendant la Révolution. 3- Sa contribution à l'édification de l'Algérie indépendante.

Sa jeunesse et sa scolarité

Zahir Ihaddaden est né le 17 juillet 1929 à Sidi-Aïch, dans la wilaya de Bejaïa, où son père était cadi-assistant, alors qu'il est originaire de Toudja (wilaya de Bejaïa), ce beau village de montagne adossé au mont de l'Aghbalou (1.317m), connu pour la splendeur de ses eaux de source qui concurrencent aujourd'hui les meilleures eaux minérales qui envahissent nos supermarchés ainsi que pour la qualité légendaires de ses oranges. Le défunt descend de l'une des plus anciennes et nobles familles qui ont habité le douar Ibourdjiouen depuis des siècles. Son père Mohand Saïd, dit Si Mohamed, né en 1889, diplômé de l'Institut Ethaâlibi d'études islamique d'Alger, a débuté sa carrière comme Adel à Thenia (Boumerdes) en 1918, puis comme cadi-assistant à Sidi-Aïch, de 1924 à 1936, avant d'être nommé en qualité de cadi-notaire à Taher (Jijel) où il a exercé de 1936 à 1956, année de sa mort.

Zahir Ihaddaden à gauche avec son frère Abdelhafid à Rabat

De g. à dr. : Abdelkader Guerroudj, Djamila Bouhired, Aissa Kasmi et Zahir Ihaddaden

Le jeune Zahir a passé sa prime jeunesse entre Toudja, Sidi-Aïch et Bejaïa dans un milieu nationaliste par excellence. Son grand-père, Hadj Ali, avait participé à l'insurrection historique de 1871 dirigée par El-Hadj El-Mokrani et Cheikh Aziz Ahadad, l'oncle paternel de son père Smail Ihaddaden fut l'un des compagnons de l'Emir Khaled dans les années 1920 avant d'être expulsé vers le Maroc en raison de son activité politique contre le colonialisme, alors que son père, de par sa formation, était sympathisant de l'Association des oulémas algériens sous le leadership de cheikh Abdelhamid Ibn Badis. Zahir a entamé sa scolarité primaire à Sidi-Aïch, puis à Toudja et Bejaïa, avant de rejoindre son père à Taher où avec l'aide de ce dernier, il a réussi à apprendre le Coran dans son intégralité ainsi que les règles fondamentales de la langue arabe.

En 1944, il a activé au sein des scouts musulmans algériens, organisation par laquelle sont passés la plupart des cadres de la Révolution, notamment les 22 qui ont été à l'origine de son déclenchement le 1er novembre 1954. Devant sa volonté de se rendre en Tunisie pour poursuivre ses études à la fameuse université de la Zitouna, son père a réussi à le convaincre de s'inscrire à l'Institut islamique de Constantine de 1946 à 1950, année de son admission à l'institut supérieur d'études islamiques d'Alger et après deux ans, il rejoint la faculté des lettres pour préparer une licence de langue arabe qu'il a décrochée en 1955.

Sa vie de militant politique avant et pendant la révolution

Le défunt Zahir Ihaddaden a vécu les événements du 8 mai 1945 avec sa famille à Taher où il a assisté, à l'âge de 16 ans à peine, aux opérations de répression et aux bastonnades menées avec la plus grande haine par l'armée coloniale

et tous ses supplétifs parmi les colons racistes et tout le monde sait quel en a été le résultat effarant : 45.000 morts, un vrai massacre, un crime contre l'humanité. Ces événements qui ont été en réalité le prélude au déclenchement de la guerre de libération nationale moins de 10 ans après, ont constitué pour le jeune Zahir, comme pour la plupart des nationalistes algériens, le déclencheur d'une hargne et d'une détermination irrévocable d'aller jusqu'au bout de sa conviction dont le seul objectif est de tout mettre en œuvre dans le cadre du mouvement national authentique pour se libérer définitivement du colonialisme abjecte qui ne comprend que le langage du feu et du sang. En 1947, alors qu'il était scolarisé à Constantine, il adhère au Parti du peuple algérien puis a poursuivi son action de militant actif à Alger lorsqu'il était à l'Institut supérieur des sciences islamiques et à l'université en tant que membre de l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord depuis 1952, avant d'adhérer au FLN au mois de décembre 1954 en compagnie du chahid Amara Rachid.

Au mois de juillet 1955, il s'était rendu en visite dans sa famille à Taher et à sa descente du bus, il fut interpellé par les gendarmes qui l'ont soumis à un interrogatoire méprisant comme à leur habitude poussant l'outrecuidance jusqu'à lui demander le nom de sa mère pour l'humilier davantage en public. Pour toute réponse, il leur a dit sur le même ton de mépris : *« Son nom est écrit sur la carte, vous n'avez qu'à lire »*. Suite à quoi, il a été insulté, frappé et malmené sans aucun ménagement et il n'a été sauvé que par l'arrivée de son père, alerté par des jeunes ayant assisté à la séance de bastonnade. Ce dernier, cadi-notaire de la ville depuis de longues années, était bien connu des gendarmes. Le lendemain de cet interrogatoire musclé, Zahir a été convoqué en compagnie de son père par le chef de la brigade de gendarmerie de Taher pour lui signifier la décision de son interdiction de séjour à Taher et dans ses environs. Il reprend immédiatement le chemin d'Alger pour poursuivre son activité de militant actif du FLN notamment dans le milieu estudiantin au sein duquel il était l'un des émissaires de Abane Ramdane, devenu entre-temps l'un des plus grands responsables de la Révolution à Alger, après sa libération de prison le 18 janvier 1955.

Au mois d'octobre 1955, Si Zahir est nommé sur sa demande en qualité d'enseignant au collège de Miliana où il poursuit ses activités politiques en compagnie d'un autre grand militant originaire de cette ville, en l'occurrence Mustapha Ferroukhi, tout en gardant un contact régulier avec Amara Rachid à Alger où il se rend une fois par semaine pour recevoir des orientations et des publications du FLN qu'il distribue clandestinement aux militants de Miliana. Le 1er avril 1956, il est arrêté, interrogé et confondu avec des témoins, il est interdit de séjour sur le territoire du département d'Alger dont dépendait Miliana à l'époque. Ce n'est que quelque temps après qu'il apprend que les force coloniales ont mis la main sur des documents confidentiels récupérés à l'issue de la mort au combat du héros Souidani Boudjemaa dans la zone de Koléa, documents dans lesquels figurait le nom de Zahir Ihaddaden.

Après son arrestation au début du mois d'avril 1956, il est forcé de prendre le train d'Oran sous la surveillance de policiers en civil ayant pour mission de s'assurer de l'exécution de la décision prise à son encontre et de le signaler à leurs collègues d'Oran pour le tenir à l'œil. Au bout de quelques jours, il réussit à s'embarquer par bateau vers la France où il rejoint son frère Abdelhafid qui était à l'époque étudiant à l'Ecole des arts et métiers de Paris pour préparer un diplôme d'aéronautique. Né le 9 mars 1932, à Sidi-Aïch où son père, Mohand-Saïd Ihaddaden, exerçait les fonctions de cadi-assistant, ce dernier avait débuté son itinéraire de militant nationaliste en tant que responsable au sein de l'UGEMA avant d'intégrer le FLN dès le début de la Révolution. Après avoir décroché son diplôme à Paris (19521956), il a été envoyé en Tchécoslovaquie pour poursuivre ses études universitaires et se spécialiser en énergie atomique. Le FLN l'avait chargé en même temps des liaisons avec les responsables de certains pays de l'Europe centrale, de l'achat des armes et de l'accueil de certains blessés lourds de l'ALN. Le 11 juillet 1961, alors qu'il se rendait au Maroc avec un groupe de scientifiques algériens comme lui à

bord de l'Iliouchine 18 de la compagnie tchécoslovaque assurant la liaison aérienne Prague-Bamako via Rabat, il trouva la mort dans le« crash » de l'appareil au-dessus de Casablanca et le FLN avait accusé à l'époque les services spéciaux français d'être derrière cet attentat.

Dans la capitale française, Si Zahir s'est retrouvé dans une ambiance délétère empoisonnée par la lutte fratricide entre les militants du FLN et les activistes du MNA que Messali avait créé au début du mois de décembre 1955 pour contrecarrer l'action du FLN. Après un séjour de près de trois mois dans la capitale française, il décide de rejoindre le Maroc via Tunis et Madrid au début du mois d'octobre 1956. Dès son arrivée à Rabat, il prend contact avec les responsables de la Révolution, notamment Tayeb Thaalibi, dit Si Allel, un compagnon de Boudiaf, qui était le responsable du FLN pour le Maroc occidental. Ce dernier le dirige immédiatement vers Tétouan, dans le Nord du Maroc, alors qu'il a émis le souhait de rejoindre le maquis en territoire algérien. A Tétouan, il s'intègre à l'équipe chargée de publier La Résistance algérienne lancée par Boudiaf au mois de juin 1956, avant de prendre le nom de El-Moudjahid dont les sept premiers numéros avaient été tirés à Alger et les numéros 8, 9 et 10 à Tétouan avant de déménager à Tunis au mois de novembre 1957, sous la responsabilité de Abane Ramdane, et ce, à la faveur d'un remaniement de la direction du FLN. L'équipe du journal à laquelle s'était joint Zahir Ihaddaden, était alors composée de Redha Malek, Ali Haroun, Frantz Fanon, Mohamed El-Mili, Sadek Moussaoui, Ahmed Ayadi, Hocine Bouzaher et autres. Si Zahir était resté au Maroc à la tête d'une équipe de rédaction réduite qui s'était installée entre temps à Rabat durant les année 1958 et 1959, puis il a rejoint lui aussi Tunis où il a occupé les fonctions d'adjoint de Redha Malek, directeur d'El-Moudjahid, jusqu'au cessez-le-feu le 19 mars 1962.

Sa contribution à l'édification du pays après l'indépendance

Au lendemain de l'indépendance, Zahir Ihaddaden s'est abstenu de postuler à des postes politiques ou à de hautes fonctions dignes de son militantisme au service de la patrie ou qui correspondent à ses diplômes et à son niveau intellectuel. Son devoir envers le pays ayant été honorablement accompli, il s'est contenté de prendre contact directement avec le ministère de l'Education nationale pour se voir nommer comme enseignant au lycée El-Idrissi d'Alger où il s'est retrouvé dans la même fonction ou la même profession que celle qui était la sienne en 1955 à Miliana. Une année après, il a accepté de prendre le poste d'adjoint au directeur de l'Ecole normale supérieure jusqu'en 1966, année à laquelle il rejoint son ami Mohamed Seddik Benyahia au ministère de l'Information et de la Culture, en qualité de sous-directeur de l'édition et de la diffusion. A ce titre, il a été à l'origine de la création de la Société nationale d'édition et de diffusion (SNED), de la revue littéraire Amal ainsi que de l'Office national des droits d'auteurs.

En plus de ses fonctions officielles, Si Zahir avait été l'un des organisateurs du Festival panafricain abrité par l'Algérie en 1969, manifestation qui a eu un succès retentissant au plan médiatique et politique. Dans le même cadre, il avait représenté le ministère de l'Information dans une grande commission chargée de la réforme de l'enseignement, que présidait Ahmed Taleb El Ibrahimi et aux travaux de laquelle assistait très souvent le Président Boumediene. Au sein de cette commission, il a défendu avec beaucoup de conviction la nécessité d'opter à titre transitoire pour un enseignement bilingue, option que Boumediene avait soutenue. En 1971, à la faveur de la nomination de Mohamed Seddik Benyahia comme ministre de l'Enseignement supérieur, ce dernier lui confie le poste de conseiller technique tout en le chargeant de la direction l'Ecole nationale supérieure de journalisme, poste qu'il a occupé jusqu'en 1976. Durant près de cinq ans, des milliers de journalistes de qualité sont sortis de cette Ecole qu'il a marquée de son empreinte indélébile.

Entre 1976 et 1978, Si Zahir a bénéficié d'une mise en disponibilité qui lui a permis de poursuivre ses études en postgraduation à l'université de la Sorbonne à Paris où il préparé un doctorat

Zahir Ihaddaden à droite en compagnie de notre reporter Zoubir Khélaifia

en sciences de l'information et un autre en sciences politiques. Après cela, il rejoint l'Algérie pour achever son parcours comme professeur à l'Institut des sciences de l'information jusqu'à son admission à la retraite en 1993, soit près de 13 ans consacrées entièrement à la formation des hommes de la presse et à la recherche qu'il affectionnait particulièrement. La plupart des responsables de journaux ainsi que des journalistes de renom qui ont eu à le connaitre ne tarissent pas aujourd'hui d'éloges envers ce grand professeur qui ne se contentait pas seulement de transmettre des connaissances scientifiques et techniques abstraites, mais il consolidait toujours son enseignement par des incursions dans les domaines de l'éducation civique, sociale et citoyenne en donnant l'exemple par sa rectitude morale et professionnelle, sa modestie légendaire et son attachement indéfectible à l'Algérie et aux valeurs de son peuple. Après la retraite, le Maître Zahir Ihaddaden n'a jamais cessé ses activités d'information et de culture en s'efforçant d'assister à toutes les rencontres, conférences, colloques qui traitent de sciences, de culture et en particulier de l'histoire de l'Algérie et de sa Révolution. Ses contributions dans ce domaine ont toujours été magistrales en termes de conception, de méthodologie et d'analyse. Un jour, alors que je prenais un thé chez lui, je lui ai demandé de me donner les clés de la bonne communication, il m'avait répondu tout de go : modestie et générosité.

Conclusion

Des hommes comme le défunt Zahir Ihaddaden ne disparaissent que par leur corps mais leur nom et leur héritage culturel et scientifique demeurent à jamais dans la mémoire collective à travers le patrimoine qu'ils ont légué à la société et qui se transmettra de générations en générations pour le bien de la communauté. Si Zahir nous a laissé un riche héritage composé notamment de nombreuses publications dont nous citerons : Histoire de la presse « indigène », Regard sur l'histoire de l'Algérie, Bejaïa, à l'époque de sa splendeur (1060-1555), L'histoire décolonisée du Maghreb et son dernier ouvrage paru exactement deux jours avant de rendre l'âme sous le titre Itinéraire d'un militant - Témoignage. Pour illustrer sa modestie et son humilité, voilà ce qu'il écrit dans le premier paragraphe de l'avant-propos de ce dernier ouvrage : « Plusieurs de mes amis, parents et étudiants n'ont cessé de me réclamer la transcription de mes mémoires et tout humblement, je considère avoir peu d'événements à révéler aux lecteurs d'autant plus que j'ai toujours refusé d'assumer de grandes responsabilités, car je les sens si pesantes qu'il vaut mieux ne pas les solliciter ». Il a ainsi préféré travailler loin des feux de la rampe, dans le silence, la modestie et l'efficacité. Si Zahir nous a quittés le 20 janvier 2018, à l'âge de 89 ans, et il a été inhumé au carré des martyrs du cimetière d'El-Alia aux côtés de son frère chahid Abdelhafid dont nous avons évoqué plus haut les circonstances de sa disparition le 11 juillet 1961. Son enterrement a eu lieu devant une foule très nombreuse représentant toutes les couches de la société notamment les hommes de la presse, des écrivains et intellectuels, de hauts responsables actuels ou anciens de l'Etat, de nombreux amis venus de partout, en particulier les gens de son village d'origine Toudja qui avaient pour lui une grande admiration.

Le Moudjahed Aissa Kasmi
akasmi05@yahoo.fr

Iguersafène, le village des 99 martyrs

Par Hassina Amrouni

Guerre de libération

Histoire

Il y a soixante ans, le village d'Iguersafène, village du chef-lieu de la commune d'Idjeur, daïra de Bouzeguène à quelque 70 kilomètres à l'extrême Est du chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, subissait la barbarie de l'occupant colonial.

Dès le déclenchement de notre glorieuse révolution, ce petit village, niché au cœur du massif forestier des montagnes de l'Akfadou, est devenu l'un des exemples de l'engagement aux côtés des combattants de l'ALN.

Les habitants de ce petit hameau qui comptait, à l'époque quelque 800 habitants, vivaient en effet, depuis l'arrivée des Français, dans le dénuement le plus total. Outre la rudesse de la nature, ils étaient également soumis à l'injustice de l'administration coloniale. Aussi, au lendemain du 1er novembre 1954, 350 villageois montent au maquis, ralliant ainsi les rangs de l'Armée de libération nationale. Les autres se mettront au service de la révolution, à laquelle ils apporteront une aide logistique, nécessaire pour ne pas dire souvent salutaire.

Outre l'approvisionnement en denrées alimentaires et en effets documentaires, les habitants du village d'Iguersafène accueillaient régulièrement dans leurs modestes masures les moudjahidine auxquels ils offraient le gîte, le couvert et la protection.

Tous les villageois étaient des « moussabiline », tant chacun ac-

complissait son rôle envers le pays, en y apportant sa modeste mais valeureuse et ô combien courageuse contribution.

Malheureusement, des traîtres trahiront le serment de novembre pour servir la cause coloniale. Tout au long de la guerre de libération, ces harkis fourniront à la France des informations sur les moudjahidine et leur soutien.

Le village d'Iguersafène sera ainsi trahi par ces félons. L'armée française est informée, en effet, de l'engagement des villageois envers l'ALN, aussi, ils n'hésitent pas à déployer les gros moyens pour engager des représailles envers les pauvres villageois.

Arrestations et torture

4 décembre 1957. Débarquant dans le village lourdement armés, les soldats français investissent toutes les maisons, saccageant tout sur leur passage, bousculant femmes et enfants et arrêtant des dizaines de villageois. Embarqués manu militari à bord de camions, ils sont dirigés vers des camps de concentration ou des prisons, notamment celle de Berrouaguia où ils subissent les pires actes de torture. Parmi les militants nationalistes arrêtés lors de ces opérations de représailles, un certain Akli Mohand Ameziane.

Durant plusieurs jours, le village d'Iguersafène est encerclé par les éléments de l'armée française. Les villageois sont terrorisés par toute cette violence déployée par l'occupant colonial qui ne ménage ni les vieux ni les femmes et encore moins les petits. Pire encore, avant de quitter les lieux, ils mettent le feu aux habitations et, à coups de mortier bombardent tous les recoins du village.

Rien n'a pas été épargné. Ni maisons, ni bétails, ni récoltes. Iguersafène n'est plus qu'un tas de gravats.

La mort dans l'âme, nombreux sont ceux qui choisissent l'exil vers les localités environnantes. En attendant, sans doute, des jours meilleurs.

Cependant, le combat pour eux n'est pas fini et poursuivre leur engagement envers la révolution ne souffre aucun doute.

Guerre de libération

Histoire

Le village d'Iguersafène deviendra connu pour avoir offert à l'Algérie 99 de ses meilleurs enfants. 99 martyrs, tous sacrifiés sur l'autel de la liberté. Parmi eux, neuf demeurent des martyrs sans sépulture.

Cimetière des martyrs et musée de la révolution

Au lendemain de l'indépendance, et pour que le passé et la mémoire révolutionnaires de ce village soient transmis aux générations futures, un musée a été aménagé au niveau du cimetière des martyrs d'Iguersafène. Une stèle sur laquelle ont été gravés, en lettres d'or, les noms des 99 chouhada a été érigée sur un espace vert de 1000m2 avec dalles bétonnées et arrosé par un jet d'eau. Quant au musée, il possède trois salles fournies en documents, archives historiques et livres consacrés à la guerre d'Algérie. Des photos de chouhada et de moudjahidine permettent de mettre un visage sur ceux dont le sacrifice ne sera jamais vain.

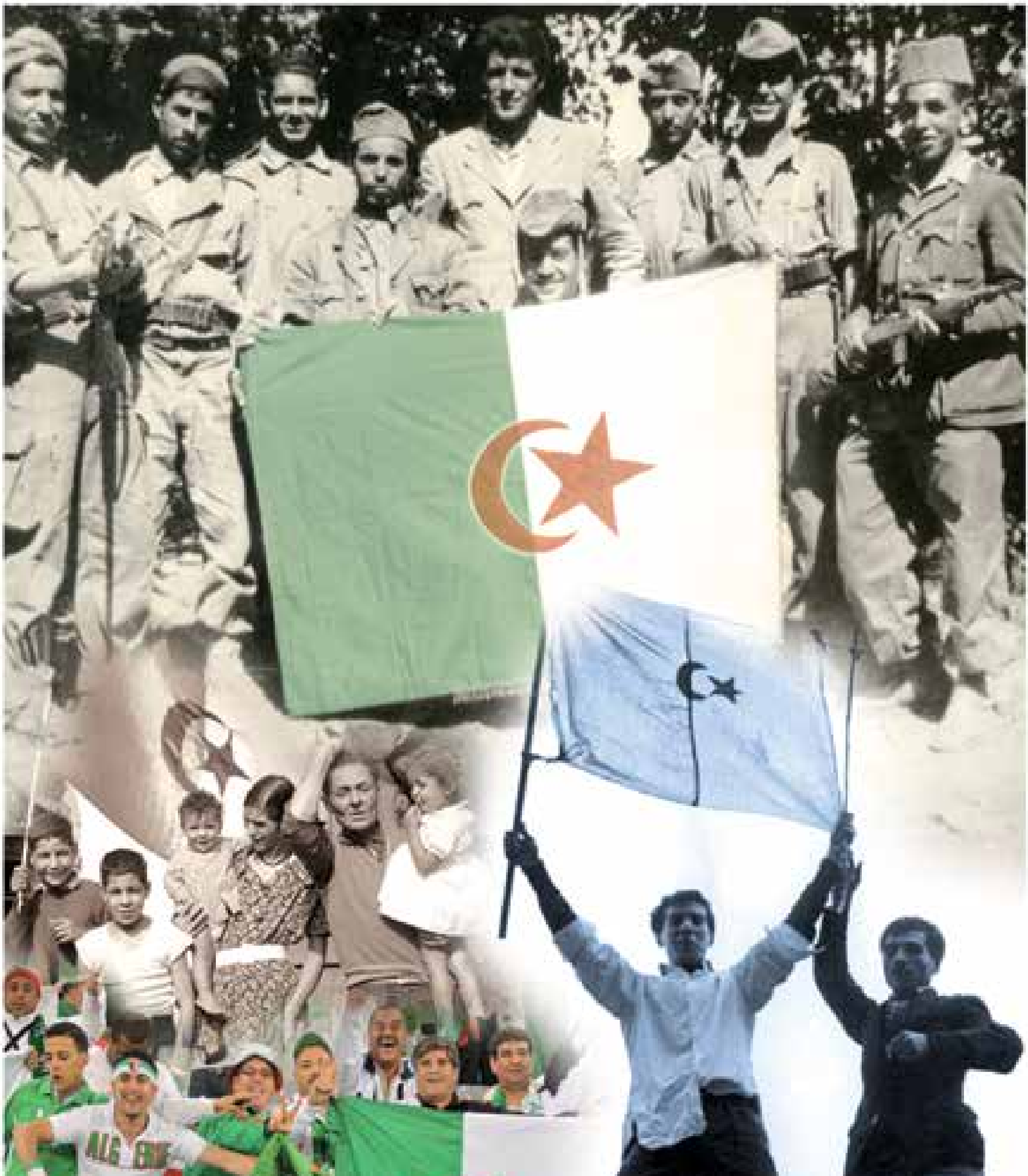
Certains parmi les moussabiline, encore vivants aujourd'hui, dont Saïd et Mohand Raab, Amar et Mohand Kassouri mais aussi les moudjahidate Amrane Zahra et Ouardia, continuent à maintenir vivace cette mémoire, un geste contre l'oubli, salué par toute la génération postindépendance.

Iguersafène après l'indépendance

Il a fallu attendre 1969 pour que le village soit reconstruit par une mission humanitaire danoise. Depuis, les villageois, jaloux de leur passé et de leur village, œuvrent à en faire un modèle d'engagement, de vivre ensemble et de bien-vivre surtout. Il faut savoir, en effet, qu'Iguersafène a été classé en 2014, village le plus propre de Kabylie, servant ainsi d'exemple voire de référence pour les villages et localités environnants. Tout cela grâce au comité de village et à l'association écologique Alma qui ne cessent d'œuvrer à la sensibilisation des villageois au combat écologique. Un défi relevé haut la main.

Hassina Amrouni

Sources :
https://lebouzeguenepost.com/iguersafene-le-village-au-99-martyrs-au-coeur-de-la-revolution/



QUAND LE DRAPEAU ALGÉRIEN EST EXHIBÉ À PARIS

Par Hassina Amrouni

Guerre de libération

Histoire

1958. La guerre d'Algérie bat son plein. Villes, villages et hameaux du pays vivent depuis déjà quatre longues années dans une terreur sans fin. Mais de l'autre côté de la Méditerranée, la vie suit son cours.

Défilé du 14 Juillet 1958

En ce 14 juillet, des milliers de Français sont amassés aux abords du boulevard des Champs-Elysées à Paris, pour assister au défilé des troupes françaises. Les plus hautes autorités civiles et militaires françaises sont également là, assises aux premières loges pour suivre les festivités.

Des milliers d'Algériens – 4000, plus précisément – y participent également. En fait, c'est le 5e bureau de l'armée française, chargé de l'action psychologique et dirigé par le colonel Godard, qui les a réunis, dans le but de montrer à l'opinion internationale l'image de *« la fraternisation »* entre les deux peuples.

Un vaste programme est préparé pour l'occasion comprenant un défilé militaire de tous les corps d'armée, dont celui de l'Armée d'Afrique, avec les tirailleurs algériens, sénégalais, les harkis, celui de la jeunesse et aussi des notables représentant les colonies.

De la tribune officielle où se trouvent de Gaulle et ses nombreux invités, le spectacle est plaisant avec cette fanfare qui, la première, ouvre la procession des troupes, sous le soleil assommant du mois de juillet. Même dans le ciel, les patrouilles de l'aviation de France exécutent des figures périlleuses, laissant derrière leur passage une trainée de fumée tricolore.

Les nombreux badauds applaudissent au passage des convois, quand arrive le tour des 4000 Algériens de défiler.

Pour les Français, c'est un grand moment car il fallait absolument montrer au reste du monde que les Algériens étaient du côté de la *« mère patrie »*, eux qui ont déjà perdu la face, en avril 1955, lors de la conférence de Bandung où la cause algérienne avait été internationalisée par la délégation du FLN.

Donc à travers cette exhibition fallacieuse, les autorités françaises espéraient que les sympathisants de la cause du peuple algérien parmi les grands dirigeants du monde de l'époque, notamment le sénateur Kennedy, les pays d'Europe de l'Est, les pays non alignés ou les pays arabes, changeraient d'avis sur cette guerre.

Grand coup de théâtre

Lorsque le convoi algérien arrive devant la tribune officielle, un jeune *(ou plusieurs, selon d'autres*

Une coupure de presse de l'époque relatant le fait

Le jeune Mohamed Tidjani

sources) sort des rangs et s'approche, en brandissant le drapeau algérien ! Le drapeau algérien vient d'être exhibé pour la première fois au défilé des Champs-Elysées.Ce coup de théâtre était loin d'être prévu, ni même attendu. C'est une gifle, pire, un terrible affront pour la France. Dans la tribune officielle, la gêne est perceptible, les visages se congestionnent, se défont. On ne sait plus que faire, que dire.

Bien sûr, le service d'ordre s'empresse de mettre la main sur ce jeune *« voyou »*, cet *« égaré »*. Le courageux jeune homme est emmené loin de la foule pour subir ce que les milliers d'autres Algériens subissent lorsqu'ils sont arrêtés par les services français : les vexations, voire la torture.

Alors que des agents commencent à le malmener, un haut responsable de la Croix-Rouge internationale intervient pour convaincre les agents de ne pas le maltraiter.

A la Une de la presse du lendemain

Le lendemain, ce fait, gravissime pour les uns et héroïque pour les autres, fait la Une de la presse qui donne plus de détails sur l'identité du jeune homme. Il s'appelle Mohamed Tidjini et il est âgé de 17 ans *(il est né à Belcourt, en 1941)*. Les services français qui détenaient le jeune Tidjini depuis la veille dans leurs geôles n'avaient, désormais, pas d'autre choix que de le relâcher. C'est ce qu'ils feront quelques jours plus tard.

Une fois libre, Mohamed Tidjini décide de quitter Alger par peur d'être repris et tué. Il rejoint alors les maquis de l'ALN, dans la Wilaya IV, convaincu que sa place est au combat auprès de ses frères. Il meurt, les armes à la main, dans la région de Lakhdaria, vers la fin de l'année 1961.

Présent au défilé, Ammar Layachi se souvient…

Dans un témoignage rapporté par le quotidien Le Soir d'Algérie, Ammar Layachi, ancien membre de la Wilaya V historique, faisait partie des 4000 Algériens qui ont pris part au défilé du 14 juillet 1958. Il raconte : « Je m'appelle Ammar Layachi, je suis né le 16 décembre 1940 à Bône. Nous étions de jeunes sportifs de 16 à 17 ans qui, le 7 juillet 1958, faisaient pour la première fois la traversée de Bône à Marseille par bateau. Jusqu'à notre arrivée à Marseille, nous croyions naïvement que ce voyage était une sorte de colonie de vacances organisée par nos clubs. Nous ne savions pas encore que nous venions pour le défilé du 14 Juillet, pour crier *« Algérie française ! »*.

Une fois à Paris, nous avons été pris en charge dans un camp de toile militaire situé à Maison Laffitte en banlieue parisienne. Malgré l'interdiction de quitter le camp, nous avons trouvé le moyen de « faire le mur » pour aller à Paris : notre but était de fuir et d'entrer en contact avec des responsables FLN de la fédération de France. Il était impensable en effet de défiler en scandant «Algérie française !». Cependant, comment faire pour établir un contact ? Où chercher ?

Nous avons alors marché dans le quartier latin, découvrant la ville, à la fois émerveillés et perdus. Des militants FLN, étonnés de cette inflation subite de jeunes musulmans dans les rues de Paris, nous ont abordés. Après avoir écouté nos explications, ils nous ont demandé de les suivre dans un établissement, *« Le Tam-Tam »* pour discuter plus tranquillement. Ledit établissement était tenu par le père de la grande diva algérienne Ouarda el Djazaïria.

Nous étions impressionnés par ces hommes déterminés et de toute évidence très bien organisés. Ils nous parlaient de leur engagement et nous voulions leur prouver que nous étions des leurs.

Guerre de libération

Histoire

La délégation algérienne au festival mondial de la jeunesse, à Moscou, août 1957

Nous leur avons dit que nous n'irions pas défiler, que nous allions fuir. Ils nous ont écoutés. Puis, ils nous ont dit qu'ils avaient une meilleure idée : il fallait au contraire participer, mais en donnant une autre tournure à l'évènement. Semer le trouble en brandissant l'emblème national algérien. Ils nous donnèrent des instructions très précises : les drapeaux qu'ils nous remettraient devaient absolument être brandis devant la tribune officielle. Ni avant ni après.

Le jour venu, le défilé a commencé normalement. Arrivés devant la tribune officielle et comme prévu, nous avons brandi les drapeaux algériens en criant et en répétant : *"A bas l'Algérie française ! A bas l'Algérie française !", "vive l'Algérie libre et indépendante !","Tahia el Djazair !".*

L'effet de surprise a été total : les autorités françaises étaient tétanisées à la vue de l'emblème national. Cependant, pris de panique, certains camarades sont sortis des rangs. Ils ont été repérés et arrêtés par la police. Ils étaient facilement repérables avec leur tenue kaki.

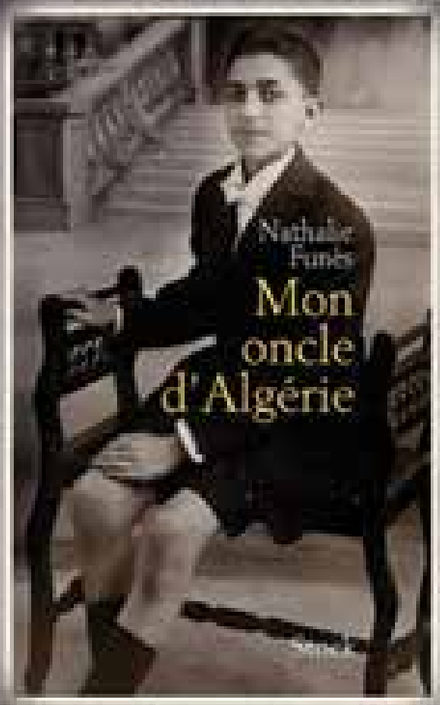
Mon groupe était composé de 10 jeunes. Nous n'avions pas été arrêtés parce que, contrairement aux autres, nous n'avions pas quitté les rangs durant la cohue. Rentrés au camp, nous avons vite changé de tenue vestimentaire et pris la fuite pour rejoindre nos contacts FLN.

Trois mois plus tard, nous étions acheminés clandestinement dans différentes directions : pour certains au Maroc, pour les autres en Tunisie. Nous allions grossir les rangs de l'ALN, accomplir notre devoir : lutter contre le colonialisme.

« A peine sortis de l'enfance, nous venions de franchir un pas lourd de conséquences. Subitement, nous avons pris conscience d'avoir laissé sur les quais du port d'Annaba une vie qui, désormais, appartenait au passé ; de ne peut-être plus jamais retrouver nos familles et nos repères. Ce témoignage me donne enfin l'occasion de rendre un vibrant hommage à mes frères de la fédération de France qui, au péril de leur vie, nous ont hébergés, nourris, protégés et conseillés. Dans cet exil moral et géographique, durant cette épreuve d'entrée en clandestinité, nos frères à Paris ont été notre seule famille. Merci mes frères !»

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.algerie-focus.com/blog/2013/ ... s-elysees/
http://www.lesoirdalgerie.com/articles/ ... 5898&cid=2



Fernand **Doukhan**

MILITANT ANTICOLONIALISTE, RESCAPÉ DU CAMP LODI

Par Hassina Amrouni

En 2010, la journaliste française Nathalie Funès publiait chez Stock un ouvrage intitulé Mon oncle d'Algérie, dans lequel elle revenait sur les traces de cet oncle, né en Algérie et qui avait, au lendemain du déclenchement de la guerre de libération nationale, choisi d'être dans le camp des Algériens.

« Dans mon souvenir d'enfant, mon grand-oncle, Fernand Doukhan était un vieux grincheux qui semblait se battre contre des moulins à vent. Dix ans après sa mort, cette image est venue se heurter à une notice biographique de quelques lignes, sur son passé d'anarchiste en Algérie, que j'ai découverte sur Internet. C'est ainsi qu'est née l'idée de ce livre ».

La famille Doukhan

Naissance à Alger

C'est dans le quartier populaire de Bab-el-Oued, plus précisément, avenue Durando, que vient au monde, le 29 mars 1913, Fernand Doukhan au sein d'une famille très pauvre, d'origine juive berbère. Alors que chez les Doukhan, on exerce, de père en fils, les métiers de peintre en bâtiment, domestique, matelassier ou brocanteur, lui choisira de devenir instituteur, après de brillants résultats obtenus au brevet d'études.

A l'Ecole normale de Bouzaréah où il poursuit sa formation d'enseignant dans les années 1930, il côtoie notamment Mouloud Feraoun. C'est à cette époque que Fernand Doukhan se rend compte des véritables disparités existant au sein de la société de l'époque et surtout des énormes injustices du pouvoir colonial à l'égard des Al-

gériens. « Peu de temps avant son arrivée, il était encore de coutume de séparer les musulmans et les Européens, qui passaient pourtant le même concours d'entrée, dans les salles de cours, au réfectoire et au dortoir. Cette ségrégation l'avait indigné », raconte Nathalie Funès (1).

Débuts dans le militantisme

Lorsque la France vient d'entrer en guerre contre l'Allemagne en 1939, Doukhan commence à militer au sein du groupe local de la Solidarité internationale antifasciste (SIA).

Agé de 26 ans, célibataire et sans enfants, Fernand est affecté au 9e régiment des zouaves, le *« Régiment d'Alger »*. En juin 1940, il est fait prisonnier et passe toute la durée de la Seconde Guerre mondiale dans les camps allemands. Libéré par les Alliés, le 20 avril 1945, il retourne à Alger où il est affecté comme enseignant à l'école Lazerges, dans le quartier Nelson, à Alger. Il reprend également ses activités militantes, devenant, dès 1948, un membre actif du groupe d'Alger de la Fédération anarchiste (FA) dont il intègre la commission d'éducation. Bien évidemment, il est très vite fiché par les services de police et du renseignement qui l'interpellent à l'été 1949, lors d'une opération d'affichage clandestine dans le quartier de l'Agha, à Alger. Il sera relâché après quelques heures passées au commissariat.

Photo de famille

La Fédération anarchiste au sein de laquelle il militait devient, dès 1949, le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), un mouvement légalisé par les autorités coloniales en 1950 et dont il devient secrétaire en 1954. Ce mouvement jouera un grand rôle durant la révolution algérienne.

Doukhan l'anticolonialiste

Au lendemain du déclenchement de la guerre de libération nationale, il est, en effet, chargé par Georges Fontenis, président de la Fédération communiste libertaire

Le jeune Fernand Doukhan

(FCL), nouveau nom de la FA, de prendre attache avec les responsables locaux du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD),devenu MNA dirigé par Messali Hadj.

Dès lors, la FCL apportera une grande aide, notamment logistique au MNA, en lui fournissant du matériel mais aussi en organisant des déplacements de militants, en aidant à la tenue de réunions clandestines, en proposant des lieux sûrs comme « planque » etc.

Même le domicile des Doukhan, sis rue du Roussillon à Bab-el-Oued, servira de lieu de réunion et d'hébergement des militants nationalistes.

S'engageant ouvertement dans le camp des militants nationalistes, Fernand Doukhan qui signait des articles dans les colonnes du journal Le Libertaire, n'hésite pas à défendre, à chaque fois, leur position. Parmi ses articles au contenu tranchant : *« La faune colonialiste de l'Assemblée algérienne » (6 janvier 1955), « De la nomination de Soustelle aux interpellations sur l'Afrique du Nord : règlement de comptes » (3 février 1955), « D'Alger : solidarité néo-colonialiste » (24 février 1955)* etc.

Le 11 novembre 1954, à peine dix jours après le déclenchement de la guerre d'Algérie, il dénonce, dans un article intitulé « Mauvaise foi et colonialisme éclairé », ces « légionnaires, gardes mobiles, CRS et autres gendarmes en mal d'expéditions punitives depuis l'armistice en Indochine » et « leur sens élevé de la justice, eux qui ratissent, violent, tuent, sous les ordres de puissants qui veulent continuer à s'enrichir colossalement sur la misère des fellahs, ouvriers agricoles, mineurs, dockers… ». Le terrorisme, ajoute-t-il, n'est que la conséquence de « l'expropriation, de la surexploitation, de la répression, des massacres, des hécatombes, de l'analphabétisme, de l'étouffement de la personnalité de l'Algérie ». Il condamne aussi, dans un autre article, « les aveux extorqués sous la torture » et « l'immense camp de concentration qu'est devenu l'Algérie ».

Doukhan répond à l'appel à la grève du FLN

Le 28 janvier 1957, alors que les Algériens répondent en masse à l'appel à la grève lancé par le FLN, Fernand Doukhan décide lui aussi d'y prendre part.

Arrêté par les parachutistes à son domicile, il est conduit au centre de tri et de transit (CTT) de Ben Aknoun, pour y être interrogé avant d'être *« assigné à résidence sur-*

Camp Lodi

veillée », au camp de Lodi, près de Médéa (voir encadré).

Libéré le 30 mars 1958, il est expulsé du pays, direction la France. Hébergé à Montpellier par un des dirigeants de l'Ecole émancipée du Syndicat national des instituteurs, dont il est adhérent, il en devient le trésorier avant d'être nommé à l'automne de la même année à l'école primaire de garçons Docteur-Calmette.

Marié, sans enfants, il continuera à militer pour les justes causes jusqu'à sa mort accidentelle, survenue le 14 mai 1996, à l'âge de 83 ans.

Hassina Amrouni

Source :

(1) Nathalie Funès in « Le maitron, dictionnaire biographique ; Mouvement ouvrier, mouvement social »
http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article88422
-Nathalie Funès, « Le camp Lodi. Où les pieds –noirs militants pour la cause algérienne (1954-1962) », Tafat éditions, Alger 2013, 200 pages, prix 400 DA

LE CAMP LODI

Lieu de détention des militants pieds-noirs

Situé à une centaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger, près de Médéa, le camp Lodi, qui doit son nom au fameux pont italien qui a permis aux troupes de Napoléon d'entrer victorieuses à Milan, faisait partie des dizaines de « centres d'hébergement » ouverts par les autorités coloniales sur tout le territoire algérien, au lendemain du 1er novembre 1954.

Contrairement aux autres camps, lieux de détention de militants algériens, le camp de Lodi était destiné aux pieds-noirs, sympathisants de l'indépendance de l'Algérie.

Eux aussi détenus de façon arbitraire, sans procès, ni jugement, ils étaient des centaines à croupir pendant des années, pour nombre d'entre eux, dans des « baraques délabrées, entourées de barbelés, inspectées jour et nuit par une armée de gendarmes mobiles, loin des regards indiscrets ».

Dans ce lieu, presque occulté par l'Histoire, se sont croisés « des médecins, des architectes, des cheminots, des gaziers, des électriciens, des résistants de la Seconde Guerre mondiale, des anciens internés de Dachau... »

Avant Fernand Doukhan, d'autres grands militants anticolonialistes y ont séjourné. C'est le cas d'Albert Smadja, l'avocat de Fernand Iveton, Georges Hadjadj, le dernier compagnon de cellule de Maurice Audin ou encore Henri Alleg, etc.

Hassina Amrouni

Détenus du camp Lodi

Festival international du cinéma d'Alger

HOMMAGE À JEAN-JACQUES DE FÉLICE AVOCAT DU FLN

Par Hassina Amrouni

Guerre de libération

Histoire

Dédié au film engagé, le Festival international du cinéma d'Alger, dans sa 8e édition, a rendu hommage à Jean-Jacques de Félice, l'un des avocats du Front de libération nationale, à travers la projection du film documentaire du réalisateur Mehdi Lallaoui intitulé Jean-Jacques de Félice, la passion de la justice.

D'une durée de 55 minutes, le film-documentaire propose un ensemble de témoignages de personnalités qui ont connu cet avocat humaniste, au parcours engagé.

A travers ce film de mémoire et d'Histoire, le réalisateur revient sur l'engagement nationaliste de cet avocat exceptionnel qui, en pleine guerre d'Algérie, n'a pas hésité à choisir son camp en se plaçant du côté des Algériens. Mieux, il plaidera à plusieurs reprises pour sauver de la guillotine des militants du FLN.

En dépit des risques qu'il encourait lui-même et malgré toutes les embûches et entraves administratives qu'il rencontrait pour se rendre en Algérie, et en dépit des menaces et intimidations de la part du pouvoir militaire en place, Jean-Jacques de Félice n'a jamais douté de ses engagements, militant également pour les droits des enfants algériens vivant dans les bidonvilles en France à la même époque.

Né le 15 mai 1928, Jean-Jacques de Felice est le fils de Pierre de Felice, lui-même avocat et homme politique – il fut secrétaire d'État, député, sénateur du Loiret (gauche républicaine) sous la IVe République, ancien ministre de la IVe République.

Jean Jacques de Félice

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Jean-Jacques de Felice choisit de se préoccuper des nombreux problèmes de la jeunesse, lui qui fait partie des jeunesses scouts unionistes.

Entré au barreau de Paris en 1952, il commence par défendre des mineurs devant le tribunal

pour enfants, que ce soit des jeunes délinquants des quartiers de l'Est parisien, les plus défavorisés, ou des enfants algériens des bidonvilles de Nanterre. Il finira ensuite par plaider la cause de leurs pères, militants FLN, qui le sensibiliseront à leur cause juste.

Faisant partie du collectif d'avocats du Front de libération nationale, Jean-Jacques de Felice, plaidera, aux côtés d'autres maîtres aussi courageux que militants, à l'image de Jacques Verges, Gisèle Halimi, Mourad Oussedik, …

Membre de la Ligue des droits de l'homme (LDH) depuis 1960 dont il sera le vice-président entre 1983 et 1996, Jean-Jacques de Felice militera, par ailleurs, au sein de France Terre d'asile, de la CIMADE, du Comité Louis-Lecoin en faveur de l'objection de conscience, ou encore de l'Association internationale de soutien des droits du peuple kanak.

Cet infatigable défenseur des droits humains ne s'arrêtera pas là, puisque pendant 50 ans, il choisira de défendre les plus faibles, les opprimés, les sans-abris, les apatrides, les réfugiés…

Avocat humaniste, certaines des causes qu'il défendra feront beaucoup de bruit, c'est le cas de l'affaire des paysans du Larzac mobilisés contre l'extension du camp militaire, des indépendantistes Kanaks et tahitiens, des mal-logés aux côtés de l'abbé Pierre son grand ami, des étrangers, des activistes italiens des fameuses Brigades rouges à l'image de Marina Petrella et Cesare Battisti... Des causes qui sont autant de combats menés par cet avocat et que Mehdi Lallaoui résumera ainsi : « Tout ce que la place parisienne comptait de combat pour le droit et la dignité défila dans son cabinet. »

Décédé dans la nuit du 26 au 27 juillet 2008, à l'âge de 80 ans, Jean-Jacques de Felice laisse derrière lui l'image d'un homme plein d'empathie et de compassion pour son prochain.

Hassina AmrouniSources :

Souvenirs de la guerre d'Algérie
Visites dans les cellules des condamnés à mort

Par Jean-Jacques de Felice [1]

Alger, 1958 et 1959 - Sur les hauts d'Alger, en fin de Cabash, une vieille prison en forme de forteresse me reçoit en ces années difficiles. J'ai reçu pour mission, comme membre du collectif des avocats du FLN, ou plus exactement à la demande d'une avocate très humaine, sérieuse, dynamique, Michèle Beauvillard, de rendre visite à ses clients « condamnés à mort » et détenus à Alger.

Un jeune avocat indépendant

Mon itinéraire pour en arriver à ce moment particulier n'est pas aussi complexe qu'on pourrait l'imaginer : j'ai 26 ans au début de la guerre d'Algérie et me suis depuis peu inscrit comme avocat à Paris. Grâce à mes lectures et à mes rencontres militantes, je n'ignore plus grand-chose de la « pacification », de l'aspiration d'une majorité du peuple algérien à l'indépendance, des ratissages et des tortures. Mais je ne suis pas un avocat « engagé » dans les défenses « anticolonialistes », je n'appartiens à aucun parti politique, mon souci à l'époque est plutôt de défendre des mineurs délinquants devant le tribunal pour enfants. Ainsi et par la force des choses, je fais connaissance avec beaucoup d'Algériens. Lorsque les rafles commencent, en particulier dans les bidonvilles de Nanterre, ces pères de mineurs délinquants, poursuivis eux-mêmes devant les tribunaux mais pour des infractions politiques (collectes de fonds pour le FLN, distribution de tracts, etc.) me demandent tout naturellement de les assister devant les juges spécialisés, de les défendre devant les tribunaux correctionnels, de les visiter dans les prisons où ils sont détenus : ils me racontent leur vie en Algérie, puis en France. J'en apprends plus à ce moment-là qu'en plusieurs années d'études théoriques ou historiques sur la colonisation, et je m'engage de plus en plus, en particulier aux

côtés d'un avocat kabyle installé à Paris, Mourad Oussedik, dans la défense des militants algériens.

Quand j'arrive à Alger, muni des procurations rédigées par des avocats ayant en charge des condamnés à mort, ma première tâche consiste à obtenir des juges du tribunal militaire les autorisations de visite nécessaires pour me rendre à la prison. Inutile de dire que je suis plutôt mal reçu, des remarques plus que désobligeantes me sont faites, on me fait attendre… Je suis ressenti comme un ennemi, par quelques-uns comme un idéaliste farfelu, par la plupart comme un complice des « fellaghas » ! Je m'aperçois aujourd'hui que je n'étais qu'un débutant en matière de défense politique, mais les années qui suivront me feront connaître bien d'autres difficultés en ce domaine.

Pour me rendre à la prison, j'emprunte les escaliers de la Casbah, j'y rencontre autant de militaires en tenue léopard qu'un jour de défilé. En arrivant à la prison, je montre mes permis aux surveillants qui me regardent sans amitié, accomplissent avec la lenteur souhaitable les formalités qui semblent s'imposer lors de la visite d'un avocat, et en particulier venant de Paris, et, pire que tout, pour rendre visite à des condamnés à mort « fellouzes » !

Je me souviens de ces rencontres, avec ces hommes d'origines diverses, paysans ou anciens militaires, engagés dans un dur combat, dont la vie ne tient plus qu'à un fil, et qui me parleront avec humanité de leurs mères, de leurs enfants, de ce pays qu'ils souhaitent voir un jour indépendant et libre, et jamais du sort qui les attend dans les prochains jours… On parle évidemment des recours juridiques possibles pour empêcher l'exécution, mais on sait les uns et les autres que seul un règlement politique du problème algérien peut déterminer leur sort : nous sommes encore loin de la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Mais leur espoir rejoint le mien : dans cette loterie de la vie et de la mort, l'espoir leur permet de tenir.

Le réconfort de leur force tranquille

Ce qui me frappe toujours, chez ces hommes détenus et enchaînés, c'est l'acceptation quasi mythique de leur sort actuel, de leurs souffrances récentes, de leur avenir immédiat : je suis moi-même très sensible à cet aspect de leurs personnalités, nous sommes sur la même longueur d'onde, nous nous comprenons sans même dire un mot, nous partageons de longs silences, ils sont heureux de cette visite d'un avocat parisien qui a pu leur donner quelques nouvelles. Ils me remercient, je ressors de la prison non pas accablé ou démoralisé, mais au contraire réconforté par leur force tranquille.

Ces voyages à Alger me permettent de prendre de nombreux contacts avec des avocats algériens, d'origine européenne souvent, avec des intellectuels, des professeurs, des responsables scouts. Je m'informe de tous côtés et réalise que nous allons vers des évènements considérables, en Algérie comme en métropole, je perçois très bien que je ne suis qu'un bouchon sur une mer déchaînée, mais je sais que je pourrai transmettre à mon retour des paroles d'espoir et de confiance à tous ces détenus algériens que je visite régulièrement à Fresnes ou à la Santé, comme à tous ces amis français engagés depuis longtemps dans le combat pour la reconnaissance des droits du peuple algérien, contre les tortures et les disparitions.

À cette époque, je n'ai pas encore pris de contact avec la Ligue des droits de l'Homme, mais certains noms me sont déjà familiers : Daniel Mayer, Robert Verdier (mon ancien professeur à Carnot, pendant l'Occupation), Madeleine Rebérioux, Pierre Vidal-Naquet etc. Nous sommes déjà en amitié et nous serons souvent réunis, par la suite, en de nombreux combats communs.

Jean-Jacques de Felice

Notes
[1] Publié dans Hommes et Libertés N° 116, septembre-novembre 2001.
Source : http://section-ldh-toulon.net/Jean-Jacques-de-Felice-avocat.html

58e Anniversaire des **essais nucléaires coloniaux**

Dr Boualem NAOUR
Chercheur universitaire,
ancien ministre

DEVOIR DE MÉMOIRE ET RESPONSABILITÉ

L'HISTOIRE DE LA TRAGÉDIE NUCLÉAIRE COLONIALE EN ALGÉRIE

Guerre de libération

Histoire

Il y a 58 ans, le 13 février 1960, le colonialisme français a opéré ces premiers essais atomiques dans le Sud algérien faisant plus de quarante-deux mille victimes et des milliers d'autres irradiées par 57 essais nucléaires effectués à In Ekker, Reggane.

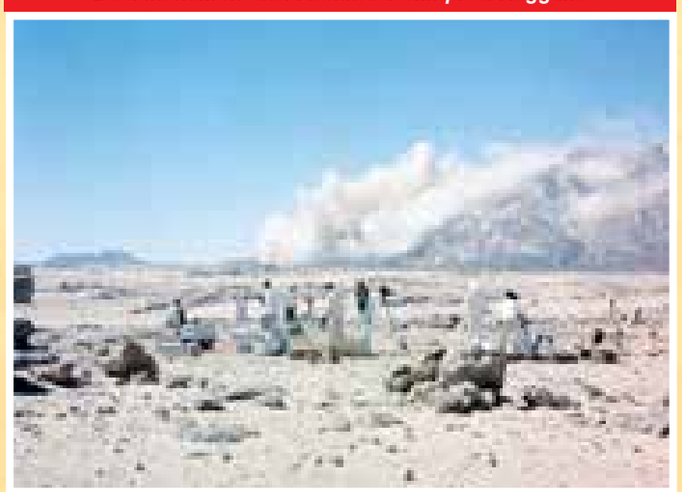
C'est le général de Gaulle qui a ordonné dès la fin de 1945 la préparation de la France à rentrer dans la cour des grands en possédant l'arme de dissuasion nucléaire. Dès 1957, il réunira un comité scientifique composé de Frédérik Joli Curie, Bertrand Goldschmit, Yves Rocard etc, sous l'autorité militaire du général Pierre Mari Gallois, père de la bombe A, et le Général Guillaumat, chargé du projet *« Gerboise Bleue »*.

Perchée sur une tour métallique de 100 mètres d'une puissance de 70 KT, soit quatre fois la bombe déversée sur Hiroshima qui a irradié sur une longueur de 100 km/200km, *« Gerboise bleue »* a explosé le 13 février 1960 à 7 h 04 à Tanezrouft. Il y eut ensuite *« Gerboise rouge »*, le 27 décembre 1960, *« Gerboise blanche »*, le 1er avril 1960 et *« Gerboise verte »* le 25 avril 1961, *« Rubis »* inférieure à 100 KT, le 20 décembre 1963 et *« Saphir »* supérieure à 150KT en février 1965. Les retombées radioactives de ces essais nucléaires ont envahi plusieurs pays en Afrique et au sud de l'Europe sans compter toutes nos régions du Sud algérien. Dès lors, l'Algérie fait partie des 21 pays concernés par les conséquences de ces essais nucléaires.

Malgré les efforts consentis par l'Etat algérien dans la surveillance des sites d'essais, il reste cependant qu'il appartient à la France d'aider l'Algérie et d'engager les technologies de pointe pour parer à d'éventuelles catastrophes environnementales.

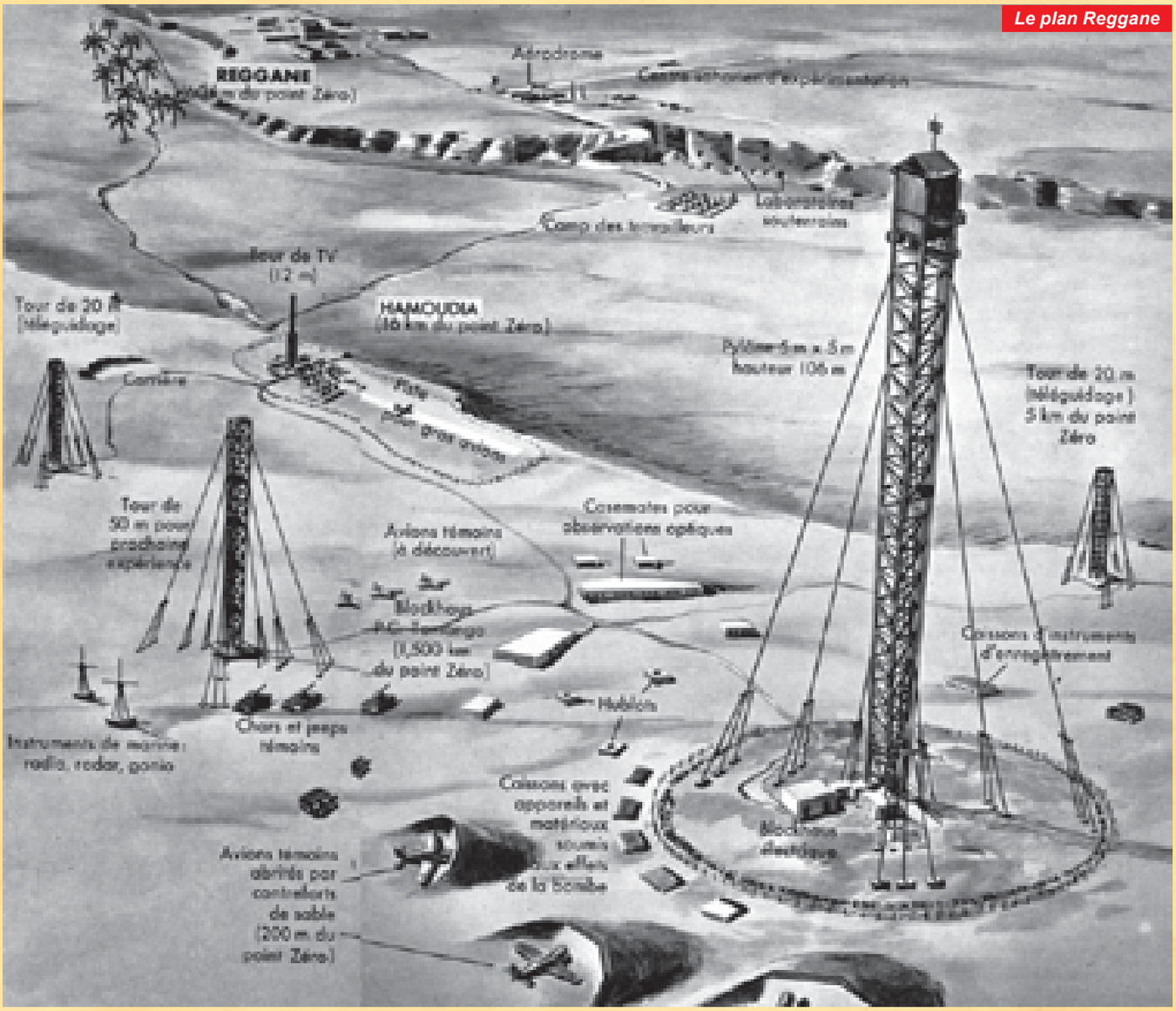
Le puits utilisé pour les explosions nucléaires souterraines

Déclenchement de la bombe atomique à Reggane



Guerre de libération

Histoire


REGGANE
Aérodrome
Camp des travailleurs
Laboratoires souterrains
Tour de TV (12 m)
Tour de 20 m (téléguidage)
HAMOUDIA (10 km du point Zéro)
Caméra
Piste
Polygone 6 m x 5 m hauteur 106 m
Tour de 20 m (téléguidage) 5 km du point Zéro
Tour de 50 m pour prochaines expériences
Avions témoins (à découvert)
Casemates pour observations optiques
Blockhaus
(1.500 m du point Zéro)
Caissons d'instruments d'enregistrement
Hublots
Instruments de marine : radio, radar, gonio
Chars et jeeps témoins
Caissons avec appareils et matériaux soumis aux effets de la bombe
Blockhaus destinés
Avions témoins abrités par contreforts de sable (200 m du point Zéro)
Le plan Reggane

Le bilan des essais nucléaires français en Algérie est lourd au plan humain, sanitaire et environnemental, au nombre de 57 essais nucléaires (quatre aériens, treize souterrains, quarante complémentaires) dont la puissance totale est 600/KT de TNT, soit quarante fois la bombe d'Hiroshima. Le déversement et la dispersion du plutonium on causé des morts et des blessés à vie infectant des milliers d'hectares.

Les radiations de milliers d'Algériens on provoqué des formes diverses de cancer sans compter les 150 cobayes attachés à des piquets au moment de l'explosion atomique. La responsabilité morale et juridique de la France coloniale est pleine et entière au regard de la Conférence annuelle de l'AIEA en date du 22 septembre 1995 qui demande aux Etats concernés « d'assumer toutes leurs responsabilités pour que les sites où ils avaient effectué leurs essais nucléaires soient scrupuleusement surveillés et que des mesures appropriées soient prises pour qu'il n'y ait pas d'effets néfastes sur la santé, la sécurité et l'environnement».

Même si la promulgation de la Loi Morin du 5 janvier 2010 *(voir JO de la République française du 6 janvier 2010)*, l'Algérie et l'Opi-

Mannequins utilisés lors des essais nucléaires

Notre pays doit dès à présent initier une réflexion dont la finalité est de proposer un protocole additionnel au traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) tout en continuant à plaider auprès des Français de la nécessité d'aider à la réhabilitation des sites, du suivi épidémiologique des populations infectés par ces essais et exiger réparation du préjudice sanitaire et environnemental.

Dr Boudjemâa HAICHOUR
Chercheur Universitaire

Bibliographie

1- Les essais nucluaire francais en algérie etude recherche et témoignages. publié par CNERMNR.

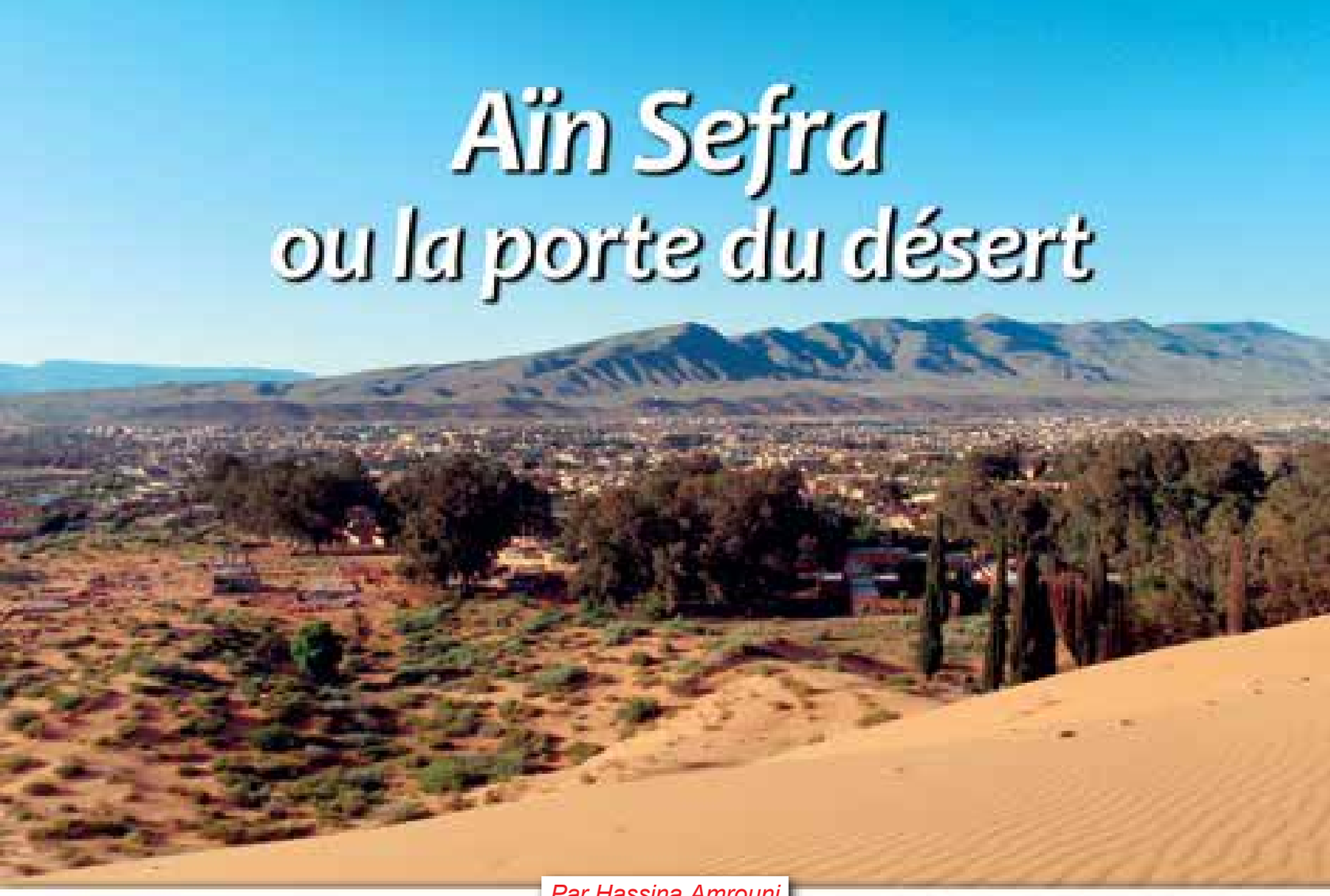
2- 2eme colloque international sur les conséquences des essais nucléaires dans le monde « cas du Sahara algérien »Alger 22/23 fév. 2010 ministère des moudjahidines et CNERMNR

3- الهيئة العربية للطاقة الذرية تقييم عملية دفن النفايات المشعة في المحيط
الذرة والتنمية العدد 12 المجلة5 فيفري 1993

nion nationale et internationale demandent que les archives sur ces essais nucléaires soient remises aux pays victimes.

Un appel à la Communauté internationale a été lancé pour organiser une Conférence mondiale pour la prise en charge de cet épineux dossier des essais nucléaires à travers le monde et la création d'un Fonds international d'indemnisation en attendant les résultats de la grande commission algéro-française sur ce plan.

Aïn Sefra
ou la porte du désert



Par Hassina Amrouni

Histoire d'une Ville

Aïn Sefra

Située à environ 60 km au sud de Naâma, le chef-lieu de wilaya, Aïn Sefra a de tout temps fait rêver visiteurs et poètes.

Le vieux ksar d'Aïn Sefra ou Aïn Safia – autre nom par lequel la cité se fera connaître – a été créé en l'an 987 de l'Hégire, correspondant à 1586, par les enfants de Mohamed Ben-Chaïb dit « Bou-Dekhil » également orthographié « Boutkhil ». Ces derniers, contrairement aux habitants des autres ksour de la région, n'étaient pas d'origine berbère mais arabe. Ils prétendaient même (sedjira à l'appui) faire partie de la descendance du prophète Mohamed (QSSSL), par sa fille Fatima. On les appelait, dans la région « As'hab el Qasr » ou les « Bou Dekhil ».

Originaire de Zemmorah, Mohamed Bou-Dekhil vivait avec ses enfants, sa famille et ses serviteurs chez les Arbaouat, dans la région d'El Bayadh. Il y possédait beaucoup de biens dont le puits de Hassi el Abiod. Lorsqu'il maria sa fille Slamet à Sidi Cheikh, il lui fit don du puits, ce qui déplut à ses quatre autres fils qui n'hésitèrent pas à revendiquer leur part d'héritage. S'ensuit alors un long conflit entre les deux camps qui se soldera par la défaite des fils de Sidi Bou-Dekhil qui se verront forcés de prendre la fuite vers Aïn Sefra.

Installés, dans un premier temps, sous une kheima, les frères Bou-Dekhil décident de construire

Ain Sefra

des maisons qu'ils entourent d'une muraille afin de se protéger des attaques des Ouled Sidi-Cheikh et des autres tribus qui leur étaient hostiles. Ils rachètent aux Beni-Amer et Ouled en Nehar les terres de l'oued Bridj, ce qui leur permet d'étendre leur droit de propriété depuis Sekhouna jusqu'à Ressaf.

Au fil du temps, d'autres tribus comme les Laghouat Ksel, Beni Snouss, Hamyan, Doui Menia, Ouled Meddah, Ouled Djerir ou Ouled el Hossein viendront s'installer au cœur de ce ksar, cohabitant ainsi avec les Ouled Sidi Bou Dekhil ou leurs descendants, les Ouled Daoudi.

Construit à plus de 1000 mètres d'altitude, entre l'oued et une longue ligne de dunes qui le séparent de Djebel Mekter, le ksar était composé de maisons grises, formant des quartiers séparés par des ruelles étroites. Au début, il était partagé en deux parties, l'une occupée par les Ouled-Daoudi et l'autre par les Ouled-Youcef, Ouled Atta et Ouled-Meddah. Ces trois dernières avaient, du reste, interdiction formelle de franchir le domaine des Ouled-Daoudi, sous peine d'être tués. Cela n'était pas sans donner naissance à un immense sentiment d'animosité qui, souvent se soldait par des échanges de tirs de coups de feu. Si environ 260 maisons étaient dénombrées en 1849, il n'en restait plus que 120 en 1950. Une soixantaine de familles était partie s'installer ailleurs, à Tlemcen notamment.

Avènement de la colonisation française

Après avoir envahi El Djazaïr en 1830, les troupes françaises étendent leur hégémonie sur d'autres régions du pays. Une progression tactique qui ne se fait pas sans effusion de sang.

Bien que le premier caïd investi par les autorités françaises, un certain Larbi Ben-Allal, ait été nommé par décision en 1861, le poste de garde d'Aïn Sefra est installé en 1882, au lendemain de l'insurrection de Bouamama afin d'avoir un œil sur une région en ébullition et contrôler cette porte du Sahara.

Dès lors, les Français entreprennent de construire la ville européenne, afin de permettre aux familles de colons désirant s'installer à Aïn Sefra de jouir du confort et des commodités.

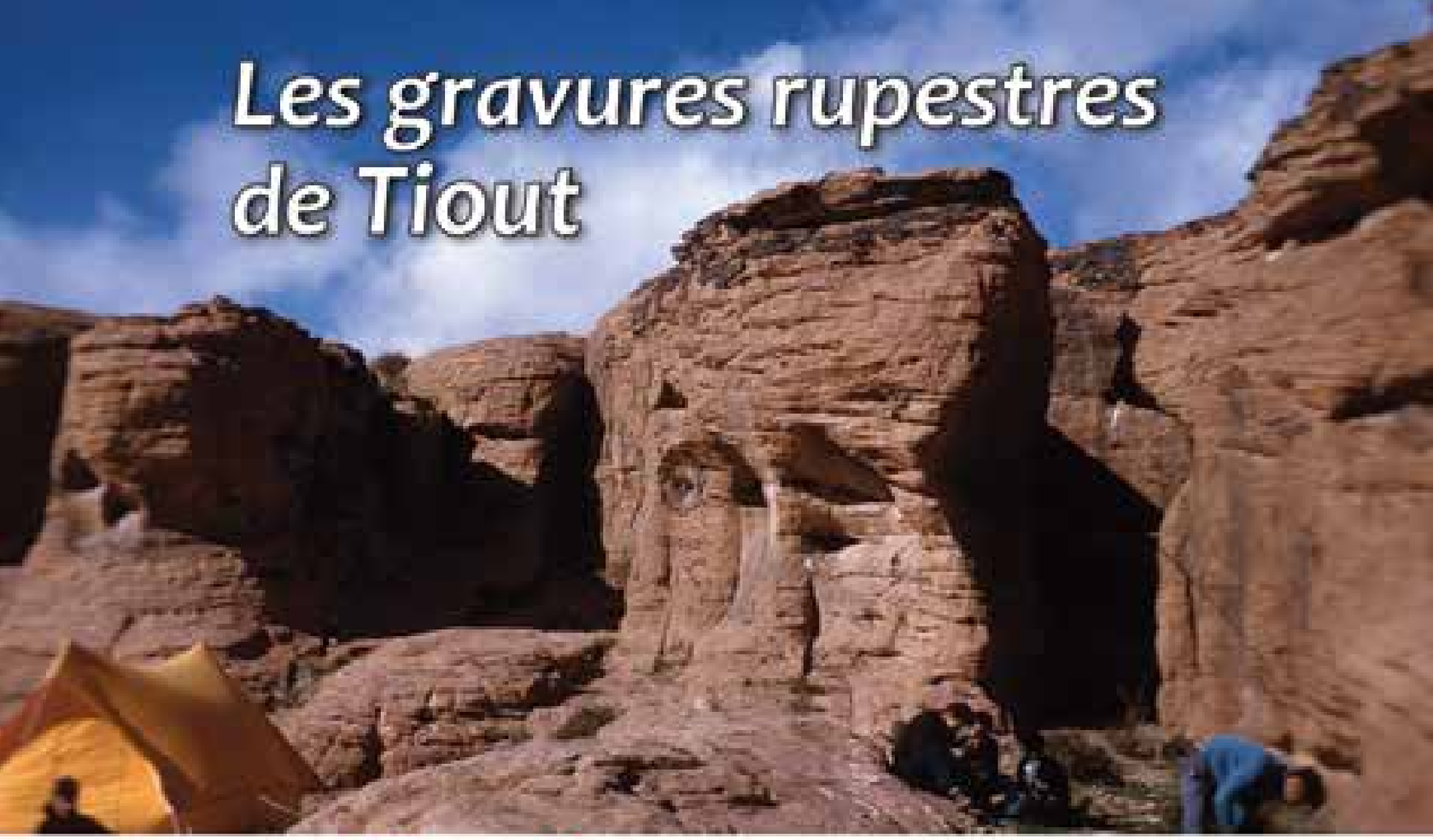
La voie ferrée atteint Ain Sefra en 1887, permettant ainsi de rompre l'isolement. Les colons qui s'établissent à Ain Sefra travaillent dans divers domaines. Certains colons occupent des postes dans l'administration locale ou les transports, d'autres possèdent des bars, des hôtels ou des restaurants mais les plus grands commerces sont gérés par les juifs. Les autochtones travaillent, pour leur part, comme journaliers ou manœuvres à la gare ou dans les Ponts et Chaussées etc.

Parmi la population locale, quelques familles de notables musulmans possédaient des maisons mais on ne manquait pas de désigner leur quartier de résidence sous l'appellation de « village nègre » afin de bien le distinguer du quartier européen.

La population musulmane était largement minoritaire (2000), comparée aux colons et militaires français (10 000) installés à Ain Sefra mais elle tentait, tant bien que mal de maintenir un semblant de normalité dans sa vie quotidienne et ce, en dépit des nombreuses injustices auxquelles elle faisait face au quotidien. D'ailleurs, cela ne fera qu'agrandir le hiatus séparant les deux communautés et ce, jusqu'au déclenchement de la guerre de libération nationale.

Hassina Amrouni

Sources :
https://www.reflexiondz.net/UNE-VILLE-UNE-HISTOIRE-Ain-Sefra-le-bastion-de-la-resistance-populaire_a49170.html
Aperçu historique sur Ain Sefra par Hadj Ahmed Derdour
**Divers articles de presse*



Les gravures rupestres de Tiout

MUSÉE À CIEL OUVERT

Par Hassina Amrouni

Aïn Sefra

Remontant au néolithique, les gravures rupestres de Tiout, dans la région de Aïn Sefra ont été découvertes en 1847 par le capitaine Koch et le Dr Jacquot qui, alors, participaient à une colonne de pacification menée par le général Cavaignac.

Se situant le long de l'Atlas saharien, ces gravures préhistoriques font suite à celles de la région de Figuig à l'ouest et précèdent celles des régions d'El-Bayadh, Tiaret et Aflou, à l'Est.

Découvertes par les troupes françaises au fur et à mesure de leur progression dans l'oasis de Aïn Sefra, ces stations rupestres ont, dès 1863, fait l'objet d'études.

En 1955 et après l'indépendance, en 1964, le préhistorien français, Henri Lhote, effectue plusieurs longs séjours dans le sud-oranais complétant ainsi ses précédentes recherches en y ajoutant des centaines de descriptions. En 1970, il publie « Les gravures rupestres du Sud-oranais dans la série », Mémoires du Centre de recherches anthropologiques préhistoriques et ethnographiques (CRAPE) dirigée par Mouloud Mammeri.

Plus récemment, c'est l'anthropologue Malika Hachid qui consacrera de nombreux travaux de recherche à ce legs historique, plusieurs fois millénaire, en effectuant sur le terrain plusieurs inventaires et en publiant

les fruits de ses recherches, dans plusieurs revues spécialisées.

Il faut savoir qu'il y a à Aïn Sefra plusieurs sites de gravures rupestres, à savoir : oued Dermel, Hadjrat Mahisserat, Moghar et Tahtani ainsi que Tiout nord et Tiout sud.

Oued Dermel

Se trouvant à 4 km au sud-ouest de la petite gare d'Hajrat-m-Guil, le site de Oued Dermel est situé sur l'un des deux pitons rocheux par lesquels passe l'ancienne piste construite par la Légion menant d'Aïn-Sefra à Bechar. L'ensemble de gravures, visible sur la partie ouest du piton rocheux représente quatre personnages longiformes associés à deux quadrupèdes aux pattes effilées, une antilope ou une chèvre et un bélier. Henri Lhote qui a eu à étudier ces dessins note que cet ensemble « est à rapporter à l'« école de Tazina » (du nom de la station de la région d'El Bayadh).

Hadjrat Mahisserat

Représentant un ensemble d'éléphants, les gravures de la station Hadjrat Mahisserat ont été, malheureusement, défigurées par une peinture jaune indélébile.

Hadjrat Mahisserat

Moghar el-Tahtani

Située au-dessus du village de Moghar el-Tahtani, la station rupestre du même nom est, avec celle de Tiout, parmi les plus anciennes connues dans le sud-oranais. Les gravures rupestres sont visibles sur des dalles horizontales. La « Momie », figure la plus remarquable du site a été moulée et déposée au Musée du Bardo d'Alger. Quant aux autres gravures visibles sur les parois rocheuses, elles représentent des bovidés, autruches ainsi que des personnages dont le style et la technique s'apparentent à l'école de Tazina.

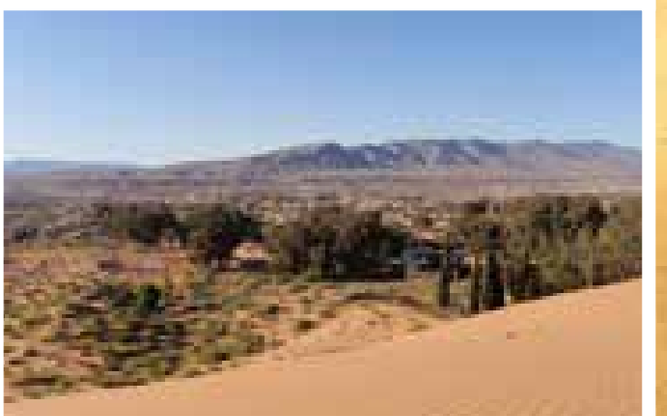
Tiout nord et sud

La première est connue depuis 1847, quant à la seconde, elle a été découverte plus d'un siècle plus tard, plus exactement, en 1967. On y retrouve des gravures représentant trois éléphants dont la hauteur dépasse un mètre. L'exécution des trois figures est différente, l'exécution des premières étant moins jolie que celle de dernière. C'est le constat que fera, là encore, l'un des spécialistes en la matière, en l'occurrence Lhote qui estimera qu' « elles présentent trois styles, trois

techniques de trait et trois profils différents ainsi que trois formes d'oreilles différentes, alors qu'elles sont incontestablement de la même époque ».

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.persee.fr/doc/jafr_0037-9166_1968_num_38_1_1426
**Divers articles de presse*



Isabelle Eberhardt et Aïn Sefra

LIEU DU REPOS ÉTERNEL

Par Hassina Amrouni

Bien qu'Isabelle Eberhardt ait posé ses malles à Alger, Oran, Bou Saâda ou Oued-Souf, son destin reste lié à jamais à Aïn Sefra, où elle trouve la mort tragiquement à l'âge de 27 ans.

Isabelle était ainsi, à la fois, rebelle et rêveuse, assoiffée d'écriture et d'élans de liberté. L'esprit affranchi, rien ne l'arrêtait dans sa quête de vérité et de découvertes. Isabelle Eberhardt a vécu vingt-sept années d'anticonformisme, c'est pourquoi ses pairs se sont abstenus de lui accorder cette reconnaissance littéraire à laquelle elle aspirait tant de son vivant. Bien après sa mort, sa mémoire et son talent sont enfin réhabilités.

Une naissance aux origines controversées

Isabelle Eberhardt a vu le jour à Genève le 17 février 1877 à la villa Fendt, dans le quartier des Grottes. Dès le début, son identité est incertaine. Déclarée à sa naissance «enfant illégitime», elle est la fille de Nathalie Eberhardt et d'Alexandre Trophimowsky. La mère d'Isabelle était mariée au général Paul de Moerder dont elle avait trois enfants, lorsque le couple engage Alexandre Trophimowsky comme précepteur.

Philosophe, érudit et polyglotte, il parle le turc, l'arabe et l'allemand aussi bien que le russe. Très séduisant, Nathalie tombe sous le charme. Elle quitte son mari et s'enfuit avec Trophimowsky. Les raisons de leur fuite ne sont pas claires et sembleraient être plus politiques qu'une simple fuite d'amoureux. Désespéré, Paul de Moerder meurt un an plus tard, laissant à son épouse une fortune considérable.

Les années suivantes, Nathalie, Alexandre Trophimowsky et les enfants voyagent à travers l'Europe. De temps en temps, Alexandre effectue des séjours en Russie et gère de son mieux les biens de sa compagne. Lors d'une de ces absences, Nathalie donne naissance à une fille : Isabelle. Trophimowsky ne reconnaît pas l'enfant. Elle portera alors le nom de sa mère. La naissance d'Isabelle Eberhardt donne lieu à moult spéculations, certains attribuant la paternité à Arthur Rimbaud auquel elle est souvent comparée !

L'éducation marginale d'Isabelle

Désireux de préserver leurs enfants et de ne pas susciter la désapprobation sur leur liaison peu conformiste, le couple décide de rester en Suisse après la naissance d'Isabelle. Trophimowsky donne à Isabelle une éducation anarchiste, tout comme lui. Il lui enseigne la philosophie, l'histoire, la géographie, la chimie et un peu de médecine. Il lui apprend aussi les langues qu'il parle. Nathalie et les enfants, en bons aristocrates, parlent le français. Isabelle lit beaucoup. Ainsi, elle vit hors de toute contrainte sociale.

A la découverte des terres d'Algérie

Alors qu'elle n'a que vingt ans, Isabelle quitte Genève pour les côtes algériennes. Elle découvre un pays, une culture et l'islam qui vont l'imprégner totalement. Pendant une grande partie de son existence, elle mène une vie de nomade en Afrique du Nord. Prenant plusieurs identités, c'est, déguisée en Mahmoud Saâdi, qu'elle aura la possibilité d'entrer dans tous les lieux où les femmes ne sont pas admises, ce qui facilite aussi son travail de journaliste. Isabelle finit par se convertir à l'islam.

Mais en raison de cette existence peu conventionnelle, elle finit par éveiller la suspicion de certains colons français qui se mettent à la surveiller. Isabelle continue à vivre sa vie d'exploratrice. A El Oued, elle rencontre enfin l'amour de sa vie en la personne de Slimène Henni, un soldat des corps de cavalerie indigène de l'armée française en Afrique du Nord. L'acharnement contre elle ne s'arrête pas pour autant. Bien au contraire, en janvier 1901, elle est victime d'une tentative d'assassinat à Béhina, probablement à cause de sa liaison avec un indigène. Effectivement, son mariage avec Slimène est refusé par l'armée française. Quelques mois plus tard, les autorités françaises la contraignent à quitter l'Algérie. Elle arrive à Marseille sous un faux nom. Isabelle Eberhardt est ensuite convoquée à Constantine, en qualité de victime et témoin dans le procès qui devait s'ouvrir le 18 juin 1901 suite à la tentative d'assassinat dont elle a été victime.

Elle rédige une lettre dans un quotidien d'Alger donnant sa version des faits. Le coupable est finalement condamné et Isabelle bannie d'Algérie, estimant que son mode de vie et ses déguisements étaient des facteurs de troubles.

Le 17 octobre de la même année, elle obtient enfin l'autorisation d'épouser civilement Slimène à Marseille. Ils reviennent en Algérie le 14 janvier 1902. Isabelle Eberhardt, toujours aussi éprise d'évasion, reprend ses échappées belles dans le désert.

Rencontre avec Victor Barrucand

De retour à Alger, Victor Barrucand lui offre un poste d'envoyée spéciale pour le journal Akhbar. Elle collabore aussi avec Luce Denaben, directrice de l'école-ouvroir des filles musulmanes d'Alger. Pour la première fois de sa vie, Isabelle Eberhardt peut véritablement vivre du journalisme. Slimène, lui, obtient un poste d'interprète. Isabelle se rapproche également d'un groupe d'écrivains éditant une revue littéraire La Grande France. La soif des grands espaces la reprend. Elle repart, de plus en plus longtemps, à travers les immensités du Sahara. Ses périples sont publiés régulièrement dans l'Akhbar où elle tient une colonne. Dans ses nouvelles, Isabelle Eberhardt n'hésite pas à défendre les fellahs et à s'élever contre la colonisation.

Départ pour Aïn Sefra

En 1903, elle se rend à Aïn Sefra où un conflit de frontière fait rage entre le Maroc et l'Algérie. Elle officie comme reporter de guerre, sans doute une première pour une femme. Ses articles et analyses politiques sont très demandés. A cette époque, elle se lie d'amitié avec le colonel Lyautey, futur Maréchal de France.

Le 21 octobre 1904, Slimène, en permission, la rejoint à Aïn Sefra. Ce jour est le dernier d'Isabelle Eberhardt. La ville d'Aïn Sefra est, en effet, le théâtre d'une catastrophe naturelle. L'oued se transforme en torrent furieux et la ville est emportée par les coulées de boues. Slimène est retrouvé vivant, mais Isabelle, affaiblie par le paludisme, n'a pas pu fuir. On la retrouvera dans les ruines de sa maison, vêtue de son habit de cavalier arabe.

La tombe d'Isabelle

Isabelle est enterrée au cimetière musulman de Aïn Sefra On retrouvera ensuite le manuscrit de Sud oranais que Barrucand fait publier un an plus tard. Emportée à l'âge de 27 ans, Isabelle Eberhardt laisse des nouvelles et des récits de voyage rédigés au cours de sa vie romanesque.

Hassina Amrouni

Sources :

Mohamed Rochd, Isabelle Eberhardt. Le dernier voyage. Dans l'ombre chaude de l'islam, ed. Enal, Alger, 1991, 365 pages

**Articles de presse*

Guerre d'Algérie

CAMP DZIRA,

HAUT LIEU DE TORTURE COLONIALE

Par Hassina Amrouni

Durant la guerre de libération nationale, nombre de centres de détention sont créés par les autorités coloniales pour y interner les membres ou les sympathisants du FLN.

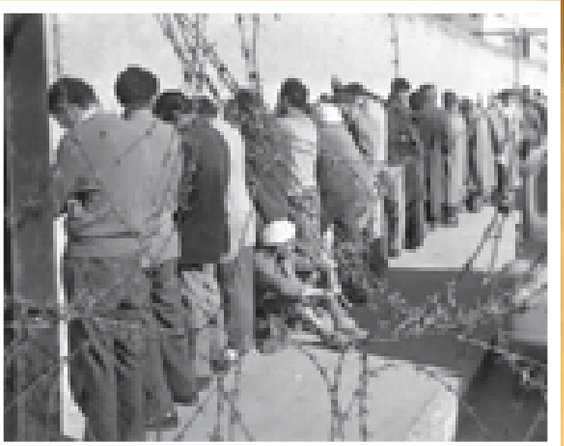
Du camp El Koudia El Hamra à Tablat au camp Zmala et Aïn Er-Riche à Berrouaghia, en passant par le camp Damiette à Médéa ou le camp Morand à Ksar El Boukhari, pour ne citer que ces quelques lieux sinistres, des milliers d'Algériens y seront internés par l'administration coloniale. Beaucoup n'en sortiront jamais vivants.

Le camp Dzira traîne aussi sa sinistre histoire

Erigé le 19 août 1960, dans la banlieue de Aïn Sefra, le camp de la Dzira, à l'instar des autres camps disséminés à travers le pays, sera un lieu de triste mémoire, où les prisonniers subissaient les pires sévices.

C'est sur instruction du commandement français des secteurs de Aïn Sefra, Tiout, Meghrar, Sefisfya, Djenine Bourezgue, Assela et Bousemghoun que le camp de la Dzira est construit et ce, dans le but de couper aux moudjahidine des maquis de la zone VIII de la wilaya V, toute aide provenant des habitants ou des membres de l'organisation civile du Front de libération nationale (OCFLN).

Du fait de sa grande superficie (5



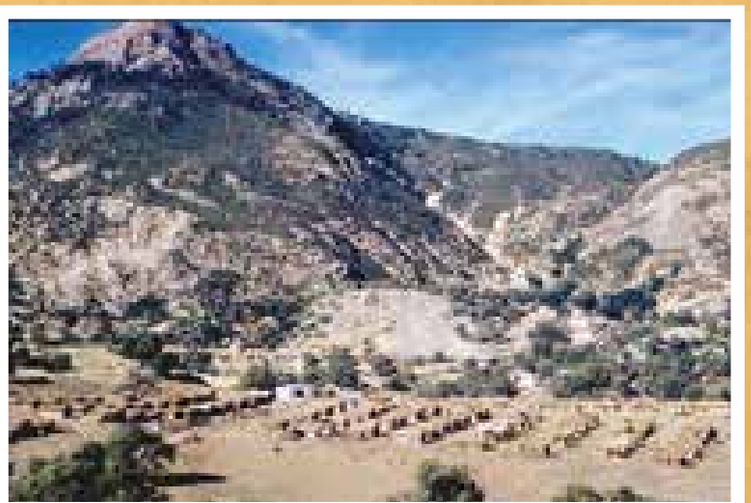
ha), des fils barbelés et des tours de contrôle, toute tentative de fuite ou d'attaque était périlleuse. Le camp possédait, également, des geôles souterraines individuelles et collectives où étaient parqués les prisonniers, dans des conditions inhumaines.

Beaucoup de prisonniers enfermés dans le camp de la Dzira n'en sortiront pas vivants. Si un rapport officiel de la gendarmerie française de l'époque fait état de 16 personnes dont deux non identifiées, mortes sous la torture, entre le 19 août et le 21 septembre 1960, les moudjahidine de la région réfuteront avec vigueur cette version, affirmant que le nombre de prisonniers, tués après d'atroces séances de torture était plus élevé.

Alors qu'ils auraient été enterrés dans les terrains alentour, selon le même rapport de la gendarmerie française de l'époque, les corps des chouhada n'ont jamais été retrouvés.

Quant aux détenus torturés mais restés en vie, le même rapport ajoute qu'ils ont été jugés par le tribunal militaire de Saïda ou ont été emprisonnés sans jugement dans les prisons militaires de Aïn Sefra, Mascara, Oran (Santa Cruz) et dans d'autres prisons coloniales.

De précieux témoignages sur cette époque, des moudjahidine et des habitants de la région de Aïn Sefra, ont rapporté que « des dizaines de militants et de citoyens, suspectés de collaborer ou de soutenir la Révolution, ont séjourné dans ce camp ». Les moudjahidine Djabar Kada, Benouis, Himri et Boudjerida Ould Brahim se souviennent de séances de tortures et d'interrogatoires « inhumains », pratiqués dans ce camp et affirment que « la plupart de ceux qui ont été arrêtés et transférés dans ce camp étaient des



parents des éléments de l'ALN ».

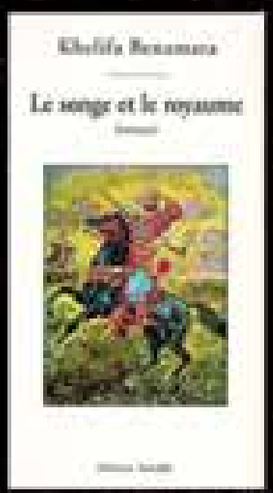
C'est suite à la recrudescence des actes révolutionnaires et à la multiplication des combats et accrochages entre les membres de l'ALN et l'armée coloniale, dans les monts Imzi, Mekthar, Mir El Djebal, Merghad et Tanout dans la périphérie de Aïn Sefra et à la frontière Ouest à l'extrême sud-ouest algérien, que l'ouverture du camp de la Dzira a été décidée. Son emplacement, à proximité de la route principale reliant le nord-ouest au sud du pays (actuellement Route nationale n° 6) n'est pas fortuit, puisqu'il fallait aux autorités coloniales, sécuriser le passage de leurs convois militaires.

Bien qu'il ait fait l'objet de travaux de réaménagement, le camp a besoin d'être restauré et classé pour réhabiliter la mémoire et la transmettre aux générations futures.

Hassina Amrouni

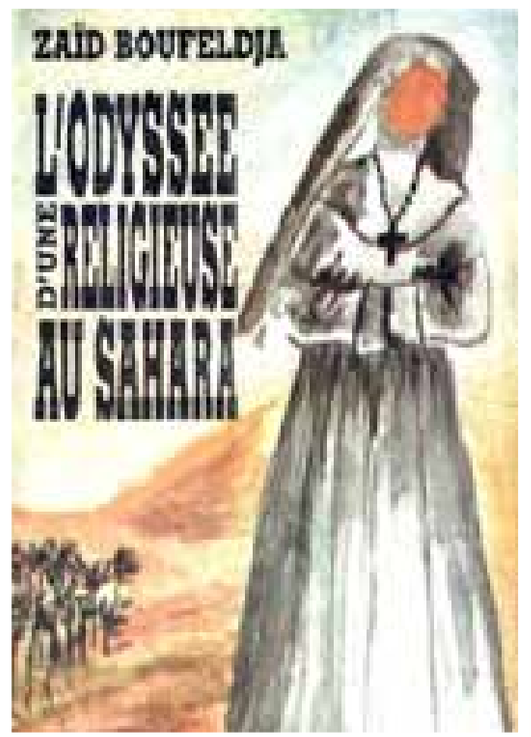
Sources :
www.aps.dz/ octobre 2012
**Articles de la presse quotidienne*

Aïn-Sefra, terre d'écrivains



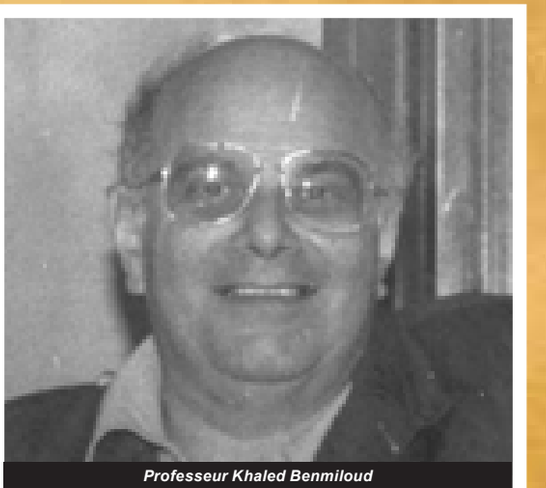
Par Hassina Amrouni

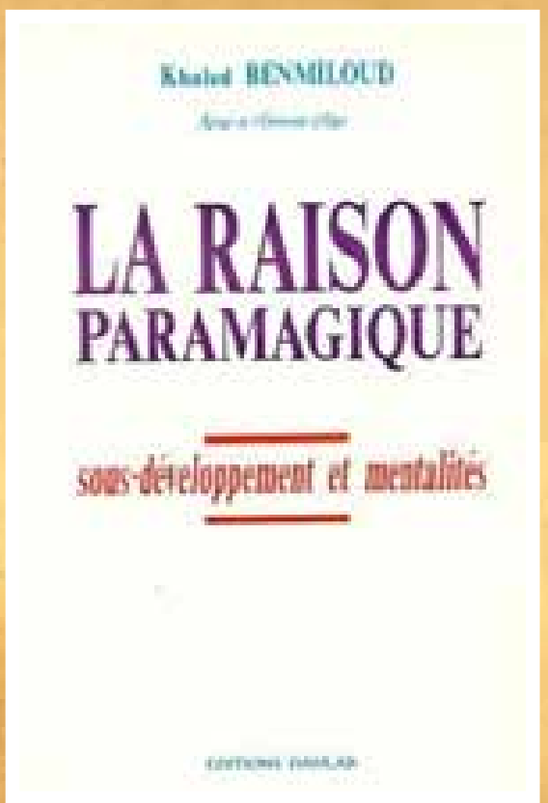
Ahmed Chami, Khelifa Benamara, Belkacem Baghdadi, Zaïd Boufeldja, Khaled et Yasser Benmiloud, Abdelkader Khelifi, Ahmed Bencherif et Abdelkader Bouarfa ont tous pour points commun, Aïn Sefra, leur berceau natal et l'écriture.



Le doyen et sans doute, l'un des plus connus est Zaïd Boufeldja. Né en 1909 à Aïn Sefra, il travaille comme comptable dans les années 1940 avant d'occuper, dix ans plus tard, le poste de directeur de la société Café Nizière à Oran. Zaïd Boufeldja qui est décédé en 1993 était passionné d'écriture. Il laisse derrière lui plusieurs titres dont un récit poignant : « L'odyssée d'une religieuse au Sahara : scandaleuse mission d'allégresses d'un dominicain », édité en 1982 à la SNED.

Doyen des psychiatres algériens, le Professeur Khaled Benmiloud a également vu le jour à Aïn Sefra en 1930. Scolarisé à Tlemcen puis à Oran, il étudie la médecine à Paris où il obtient son doctorat, avant de poursuivre sa formation en psychiatrie à Genève et de revenir à Alger pour l'agrégation en médecine. Professeur à la Faculté de Médecine d'Alger et Médecin-chef de la Clinique Universitaire de Psychiatrie d'Alger, Khaled Benmiloud est également l'un des descendants de l'émir Benyoucef, l'illustre conquérant connu pour avoir islamisé les tribus berbères de la Saoura. Décédé le 25 juillet 2003, le Pr Benmiloud laisse derrière-lui plusieurs ouvrages spécialisés dont « Propos d'actualité », éd. Dahlab (1992), « La raison paramagique. Sous-développement et mentalités » (éd. Dahlab 1993).


Professeur Khaled Benmiloud



Son fils, Yasser est également homme de lettres. Né en 1968, il a d'abord été journaliste avant de se lancer dans une carrière d'auteur. Il vit à Paris depuis 1998.

Poète et moudjahid, né en 1929, Ahmed Chami rejoint le PPA à l'âge de 17 ans. Ses activités militantes lui vaudront la prison à la veille du déclenchement de la guerre de libération nationale. Libéré en 1957, il rejoint l'ALN où il est nommé officier de service psychologiques. Au lendemain de l'indépendance, il occupe plusieurs postes au sein de responsabilité (chef de daïra en 1971, wali en 1982, consul à partir de 1982 à Gao au Mali, Oujda au Maroc, Besançon en France. Ses responsabilités ne l'empêchent pas de laisser une place à la littérature. Parmi ses œuvres, il y a lieu de citer : Souffles du désert (1951), El Erg (1961), Brûlures (1982), Pinçures (1983), Sous l'aile du burnous (1989)…etc. Ahmed Chami est décédé en 2004.

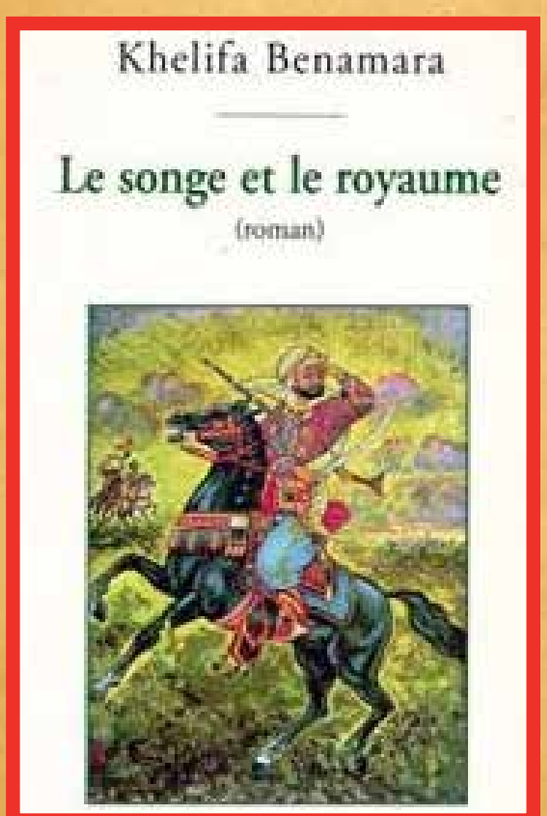
Khelifa Benamara a vu le jour le 25 août 1947. Après une carrière au sein de l'Education Nationale puis en tant que cadre des services extérieurs du Ministère du Commerce, il trouve

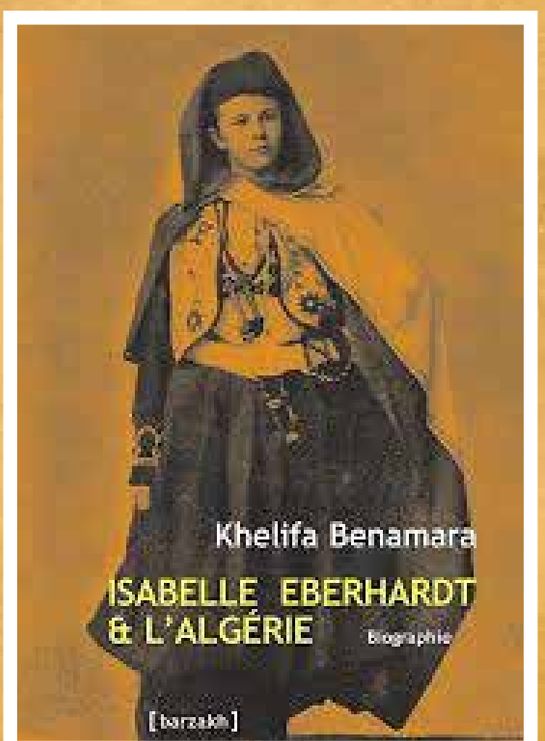
Khelifa Benamara 2e à gauche

un emploi dans le secteur privé. Il est l'auteur de plusieurs romans et ouvrages littéraires dont « La Mue » (ENAL-1985).

Né en mai 1932, Belkacem Baghdadi a fait partie de l'Association des Ulemas musulmans. Inscrit à l'université de Zaitouna à Tunis, il rallie ensuite le Koweit puis le Caire. Disciple de Malek Ben Nabi, il anime avec ce dernier des émissions à la radio de Sawto El Arab depuis le Caire. Il enseigne au lycée de Béchar, au lendemain de l'indépendance puis à Mostaganem, à partir de 1967. Décédé en 1993, il laisse derrière lui des ouvrages de référence dont *« El Mouadjizatou El Kor'aniya »*…etc

Hassina Amrouni
Sources :
http://www.arcencieldz.org/index.php?option=com_content&view=article&id=84&Itemid=101
**Articles de presse*





Bataille de Djebel Mzi

UN HAUT FAIT D'ARMES

Par Hassina Amrouni

Situé à une cinquantaine de km au sud de Aïn Sefra, Djebel Mzi a été, durant le printemps 1960, le théâtre d'une bataille héroïque menée par les moudjahidine et qui a occasionné des pertes considérables à l'ennemi.

Le soir du 5 mai 1960, cinq unités d'un bataillon de l'armée de libération nationale s'ébranlent pour se mettre en position, l'une à djbel Mzi et les quatre autres au djebel Zranine, face au poste français de Hadjrat Mguil, au djbel Fortassa et en face de djenien Bourezg, formant ainsi un demi-cercle entre Béchar et Aïn Sefra.

Le bataillon lourdement armé dispose d'armes individuelles pour chaque élément, de pièces de mortier mais aussi de postes de transmissions afin de maintenir le contact avec les autres unités et de coordonner les actions sur le terrain des combats.

A 6 heures du matin, la région est survolée par quatre avions « B26 » et deux « T6 » qui effectuent des straffing. Cela va durer sept longues heures, au cours desquelles des centaines de parachutistes vont être déversés du ciel en deux vagues successives, au niveau de Hadjra Mardoufa.

Bien embusqués, les moudjahidine observent avec minutie les mouvements de l'ennemi mais en même temps, ils « effectuèrent un camouflage afin de les dérouter, ce qu'ils réussirent admirablement laissant sciemment une brèche au centre du demi-cercle effectué ». Lancés sur les traces des moudjahidine, les soldats français s'avancent jusqu'à une vingtaine de mètres de l'une des unités qui ouvre le feu à 14 heures, anéantissant « en un laps de temps » les éléments ennemis.

Avec l'arrivée des renforts, le combat se généralise, tandis que l'artillerie de djenien Bourezg et de Dermel pilonne sans aucune distinction. Bien positionnées, les unités de l'ALN font subir de lourdes pertes au camp adverse. Ce dernier, constatant les pertes qu'il vient d'enregistrer dans ses rangs (plus de 300 hommes hors de combat), décide, vers 16 heures, de retirer ses troupes pour faire intervenir l'aviation. Six « B26 » et six « T6 » bombardent, dès lors, sans relâche le champ de bataille et ce, jusqu'à 18 heures. Après un bref répit, les affrontements reprennent de plus belle à 18h45 pour se prolonger jusqu'aux premières heures de la nuit. Les soldats français tentent d'encercler djebel Mzi pour resserrer l'étau autour des unités de l'ALN, mais c'est compter sans l'esprit stratège des moudjahidine qui ne se laissent pas prendre, lançant vers 21h30 un tir au mortier qui leur permet d'ouvrir un passage pour pouvoir quitter les lieux.

Le lendemain, dès 5 h 45, les troupes françaises lancent une nouvelle opération d'envergure visant à encercler les moudjahidine.

Plus d'une cinquantaine d'avions mitrailleurs, entre B 26, B 29 et T 6

inondent le ciel. Leurs feux nourris viennent appuyer ceux des troupes au sol. Ils mitraillent et bombardent jusqu'à 16h et font même usage de napalm.

Le soir, vers 22h, les moudjahidine reçoivent l'ordre de se replier. Pour ce faire, ils engagent de nouveaux affrontements. Ils parviennent à s'extraire de l'étau ennemi, ne laissant rien derrière eux, ni armes ni blessés, gravement brûlés au napalm. Mission accomplie.

Hassina Amrouni

Source:
La revue El-Djeich, citée dans http://ainsefraforum.clicforum.com/t91-La-resistance-contre-le-colonialisme-et-la-guerre-d-independance.htm

El-Djazaïr .com

L'UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ
À LA PROMOTION DE L'ALGÉRIE

www.eldjazaircom.dz

Louardi Guettal

1925 - 2018

Chef des Aurès-Nememcha